

Le Courrier du Mémorial



Bulletin de Liaison des Amis du Mémorial de l'Alsace-Moselle

N° 22 / novembre 2013

SOMMAIRE

- 1 | Éditorial
- 2-3 | Les rendez-vous de l'AMAM
- 4 | Les conflits en Afrique du Nord
- 5 | Comment enseigner la guerre d'Algérie
| Des visiteurs inhabituels au Mémorial
- 6-7 | Henri Veit
- 8-9 | Le tunnel d'Urbès
- 10-11 | Le sort des malades mentaux (deuxième partie)
- 12-13 | Louis Denevert : un plaidoyer pour les Malgré-nous
- 14-15 | La page du Mémorial
- 16-19 | Dossier : Les Malgré-elles
- 20 | Morceaux choisis d'Alain Ferry
- I-IV | Fiche pédagogique : Les Malgré-elles

RALLYE 2014

Le 18 mai

Départ de Strasbourg à 9h

Le Général !...

« Pour qu'un cri ou un son existent, il faut une oreille pour entendre ; une voix que personne n'entendrait n'existe tout simplement pas ».

Benny Barbasch, écrivain israélien

Le Général ! Notre Général ! Le Général de l'AMAM, lui qui, avec J.-L. English, a tenu notre association sur les fonts baptismaux et qui en a assuré la vice-présidence sans interruption ; le Général nous a quittés. La vie et l'action du Général Jean-Paul Bailliard, un vrai roman, pourraient se décliner en trois tomes aussi volumineux l'un que l'autre. Nous n'insisterons pas sur le premier connu par nous tous : son incorporation de force dans le RAD, puis dans la Wehrmacht en avril 1943, sa blessure sur le front de l'est, son retour sur le front en Posnanie fin 1944, son évasion (plutôt rocambolesque !) au moment de l'offensive soviétique, son engagement dans l'armée française en Afrique (1945) pour participer à la victoire finale : une jeunesse de courage et de patriotisme pour défendre sa patrie et ses valeurs. Nous ne parlerons pas non plus du tome 2 (impossible en si peu de lignes !), une vie professionnelle entièrement dévouée à son pays : l'élève-officier à Coëtquidan, le lieutenant d'artillerie en Indochine et en Extrême-Orient (650 heures de vol de guerre), le licencié ès sciences, le docteur en physique nucléaire, le chargé du suivi du développement de la bombe du Mirage IV et des études relatives aux essais nucléaires, et enfin, en 1978, la direction du CEA (Centre d'Expérimentations Atomiques) de Polynésie. Quel parcours !

Le tome 3 nous concerne directement, même si les activités du Général retraité ne se limitent pas à l'AMAM (président de l'Association d'Alsace pour la Conservation des Monuments Napoléoniens, vice-président jusqu'en 2003 de la Société des Amis du Vieux Strasbourg, président de l'ADEIF du Bas-Rhin etc.). Mortifié, blessé dans son honneur par toutes les calomnies propagées sur l'Alsace annexée et en particulier sur les Malgré-nous, il devient leur défenseur infatigable ; c'est dans cet esprit qu'il met son expérience passée au service de la promotion du Mémorial d'Alsace-Moselle dans le cadre de l'AMAM. Il le fait avec intelligence et obstination, avec le souci permanent de la vérité historique et du respect d'autrui.

Son combat fut long, parfois douloureux. Tous ses amis savent combien il fut humilié, écrasé, quand, lors du passage furtif du Président Chirac au Mémorial de Schirmeck, la préfecture du Bas-Rhin le déclare persona non grata à la petite cérémonie toute confidentielle. (La rumeur publique affirmait alors que le Président, sous la pression de certains lobbies, ne voulait pas être photographié serrant la main à un ancien Malgré-nous, fût-il Commandeur de la Légion d'honneur ; mais on fait dire n'importe quoi à la rumeur !). Désarçonné mais non vaincu, le Général, jadis responsable de la défense nucléaire, reprend son arme favorite, sa plume ; il écrit tous azimuts pour crier la vérité sur les Malgré-nous, aux élus, aux journalistes, aux autorités morales, au Président de la République et à son successeur... Le 8 mai 2010, à Colmar, le Président Sarkozy déclare : « Ces Alsaciens-Mosellans furent enrôlés de force dans l'armée allemande... Les menaces de représailles qui pesaient sur les familles ne leur laissaient pas le choix. Ce furent des victimes. Des victimes du nazisme... les victimes d'un véritable crime de guerre. » C'était mot à mot des passages de la lettre du Général ! Après avoir crié des années dans un désert hostile, J.-P. Bailliard venait enfin de trouver une oreille pour l'entendre. Etrange retournement de la situation, un triomphe que notre Général savoure sans exubérance, avec sa modestie habituelle. Peu après, il nous quitte l'âme en paix. Mais son combat pour la vérité, son sens du devoir, son patriotisme continueront d'éclairer encore longtemps l'action de l'AMAM, une AMAM orpheline qui, avant toute décision importante, avait pris l'habitude de demander l'avis du Général. « Ad augusta per angusta », ou J.-P. Bailliard a obtenu des résultats grandioses par des voies étroites et difficiles. (V. Hugo, *Hernani*, Acte IV). ■

Marcel Spisser, 19 octobre 2013

Les rendez-vous de l'AMAM

Le rythme des cafés d'histoire s'accélère : en janvier 2014, nous arriverons au centième ! Ne pouvant, faute de place dans ce magazine, les évoquer tous, nous en avons sélectionné quatre. Le compte-rendu des autres se trouve sur le site du Mémorial, rubrique AMAM.



Café du 4 avril 2013 : la synagogue du quai Kléber

LA SYNAGOGUE DU QUAI KLÉBER NOUS MANQUE.

Elle avait été un lieu-phare, un témoin de l'architecture wilhelminienne tout comme ces bâtiments strasbourgeois classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, le Temple Neuf, l'église Saint-Paul, l'église Saint-Pierre-le-Jeune catholique, mais aussi l'ensemble de la place de la République, le palais universitaire et tant d'autres bâtiments remarquables, à côté du centre historique médiéval et classique ensermé entre les bras de l'Ill.

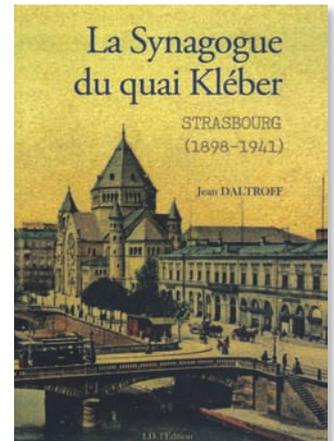
Par son architecture, on peut la rattacher aux grandes synagogues monumentales construites à la même époque en Allemagne, symbole de l'émancipation réussie et affirmation d'un judaïsme moderne bien intégré dans la société de l'époque.

Cette synagogue nous manque pour tout le rayonnement spirituel et culturel qu'elle a représenté et souvent favorisé. Plus encore, le vide qu'elle nous a laissé, l'absence tragiquement accentuée par la disparition de tant de ses fidèles, des maîtres qui y ont enseigné et prié, à commencer par le grand rabbin René Hirschler, nous conduisent à nous souvenir.

Grâce à ce café d'histoire, **Jean Daltroff**, docteur en histoire et spécialiste de l'histoire des juifs d'Alsace et de Lorraine, a su redonner vie à cette synagogue incendiée puis rasée par les vandales nazis.

À lire : Jean Daltroff *La synagogue du quai Kléber, Strasbourg 1898-1941*.

I.D. l'Édition, 2012



Café du 10 mars 2013 : Témoigner de ces vies

Francine Mayran, artiste strasbourgeoise née en 1958, peintre, céramiste et également psychiatre, réalise un travail de mémoire sur les traces laissées par la barbarie pendant la deuxième guerre mondiale.

Dans le cadre du programme « *Transmission de la mémoire de l'Holocauste et prévention des crimes contre l'Humanité* » du Conseil de l'Europe, elle intervient dans les formations à la mémoire pour enseignants européens pour sensibiliser les jeunes à la mémoire par l'art.

Ce soir, elle nous commente certaines de ses toiles et nous précise les objectifs de son action, avec passion et conviction :

- ▶ « à partir de photos, élaborer des peintures, traces historiques objectives revisitées par le pinceau qui invitent à aller vers l'Histoire et à la questionner ;

- ▶ Porter un regard artistique sur un fait historique pour sensibiliser, pour pénétrer l'esprit des élèves, les aider à fixer l'Histoire par le biais des images ;
- ▶ Conserver le portrait de ces hommes et femmes qui ont fait notre Histoire, résistants, juifs, tsiganes, justes parmi les nations qui transmettent le message essentiel du respect de l'autre et des valeurs des droits de l'Homme ;
- ▶ Alors que disparaissent les derniers témoins directs, trouver de nouveaux moyens de transmission pour prendre le relais de leur parole ; l'art au service de la mémoire et de l'Histoire en est un ».

À lire : Francine Mayran : *Témoigner de ces vies – peindre la mémoire*
Editions du Signe, 2012





Café du 28 mai 2013 : Le traumatisme de la Grande Guerre, 1914-1918

En mars 1918, les troupes allemandes se lancent à l'assaut des tranchées françaises et britanniques et réalisent en quelques heures ce qui semblait depuis quatre ans impossible : la grande percée. Huit mois plus tard, l'Allemagne est épuisée et défaite militairement : elle signe un armistice qui marque la fin d'un conflit dont l'issue venait de se jouer sur le sol de France. Conflit mondial, la guerre avait aussi, et peut-être avant tout, été franco-allemande.

L'angoisse de la mort faisait désormais place au soulagement mais la fin des hostilités ne devait pas marquer la fin de l'hostilité. Du côté du vainqueur comme du vaincu, le ressentiment dominait et le traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919 ne devait pas apaiser les esprits. De fait la présence militaire sur la rive gauche du Rhin, en Sarre ou dans la Ruhr ou encore la campagne de haine raciste contre les troupes coloniales françaises en Allemagne furent les traductions les plus visibles de cette sortie de guerre marquée par un profond malaise. Pourtant, les relations entre les deux pays ne se résumèrent pas à cette

inimitié héritée de la Grande Guerre et renforcée par l'exécution difficile du traité de Versailles. Les transferts culturels, les tentatives de rapprochement intellectuel, les efforts de Briand et Stresemann marquent aussi la période.

Nicolas Beaupré, maître de conférences à l'Université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand, se fonde sur une recherche en plein renouvellement pour nous proposer une lecture véritablement transnationale de cette « sortie de guerre franco-allemande » et lui restitue, avec une grande clarté, toute sa complexité.

À lire : Nicolas Beaupré : *Le traumatisme de la Grande Guerre 1918-1933*

Editions Septentrion, Presses Universitaires 2013



Café du 22 juin 2013 : Chemin de la Mémoire et chemin de Croix

Chaque année, depuis sept ans, avec le soutien du C.E.R.D (Centre Européen du Résistant Déporté), **Georges Yoram Federmann**, président du Cercle Menachem Taffel, organise « une visite en creux » des lieux de mémoire de la vallée de la Bruche dans le cadre de la semaine des Oubliés de l'Histoire. Cette semaine placée en avril se propose d'informer le public sur le destin des minorités stigmatisées et exterminées par le régime totalitaire nazi. G.Y. Federmann expose la signification de cette marche à l'occasion d'un café d'histoire organisé au Mémorial de Schirmeck.

Extraits :

► Le Mémorial d'Alsace-Moselle

Sa masse futuriste qui permet d'apercevoir le Mémorial du Struthof en ligne directe, impose de manière martiale la conviction que nous avons intégré et compris le concept de Malgré-nous.

Mais l'inauguration de ce mémorial a été marquée par une sorte de « péché originel » constitué par l'absence du Président de la République de l'époque en juin 2005.

Nous avons acquis la certitude que son absence ainsi que l'absence du Secrétaire d'Etat aux anciens combattants de l'époque, M. Mekachera, était due à la conviction au niveau des plus hautes autorités de l'Etat que les Malgré-nous étaient des volontaires. C'est le Secrétaire d'Etat alsacien de l'époque, François Loos, qui a été dépêché à cette inauguration comme si la France réduisait le sens de cette question à sa dimension loco-régionale.

La méconnaissance du statut de Malgré-nous ou, dit autrement, des « incorporés de force », constitue une fois de plus la dénégation du fait que l'Alsace a été abandonnée deux fois par la France à l'Allemagne : en 1871 légalement par le traité de Francfort et en 1940 lors de l'annexion de fait par le IIIème Reich.

Cet abandon est marqué par le mépris de la France pour ces soldats enrôlés de force dans la Wehrmacht et dont un tiers n'est pas revenu de l'Est.

Aujourd'hui, on continue à ne pas vouloir intégrer cette partie de l'histoire collective dans l'histoire de France comme si on continuait à mettre en exergue et à glorifier l'adhésion à la guerre (gagnée ou perdue) et comme si les statuts de déserteur ou de réfractaire continuaient à être méprisables.

Seul le manuel d'histoire Hachette de première (éd. 2007) et le manuel d'histoire franco-allemand (2008) évoquent ce fait.

► Le camp de Schirmeck

La deuxième étape de notre chemin nous mène, **ou devrait nous mener** à l'emplacement de l'ancien camp de Schirmeck, centre de redressement des réfractaires alsaciens-lorrains, mais l'absence totale de signalétique pourrait nous obliger à errer tout le reste de la journée à la recherche de ce lieu devenu improbable.

Ce ne sont pas les autochtones qui nous aideront, car eux-mêmes, pour la majorité d'entre eux, ont oublié cette partie de leur histoire, et ceux qui s'en souviennent préconisent de ne plus y toucher pour la paix des familles.

En cherchant mieux, on va retrouver trois vestiges : la baraque du commandant qui est habitée par un particulier, un immeuble qui servait d'usine et qui a été transformé en douze logements sociaux, et le chenil qui fait partie aujourd'hui d'un jardin privatif. Aucune inscription autre que la plaque sur la baraque du com-

mandant, qui est la seule charge imposée au propriétaire actuel, aucune autre référence, aucune autre indication ne pourrait nous permettre de nous souvenir que se trouvait là le camp de Schirmeck.

► La chambre à gaz du Struthof

Nous allons vers la chambre à gaz par le chemin des écoliers, celui qui se dirige vers le restaurant « chez Dany » depuis 1823.



En prenant ce chemin, on tombe directement sur le restaurant en pleine activité où l'on peut déguster des plats alsaciens et boire une bonne bière à vingt mètres de la chambre à gaz qui en était l'ancienne salle de bal.

Aucune distinction ne permet de séparer dans notre regard ce restaurant bucolique de la sordide chambre à gaz.

Or, c'est là le lieu de l'accomplissement le plus élaboré, selon nous, de l'idéologie médicale totalitaire nazie.

À lire : G.Y. Federmann : *L'horreur de la médecine nazie, Struthof 1943 : qui se souviendra de Menachem Taffel ?* Éditions : Quasimodo n° 9

N'oublions pas les combattants morts pour la France en Afrique du Nord 1952-1962



Le 15 juin 2013 a été inauguré à Strasbourg, au Parc de la citadelle, le monument en hommage aux 284 bas-rhinois morts pour la France en Afrique du nord (Maroc, Tunisie et Algérie) entre 1952 et 1962. Cette réalisation a vu le jour grâce à la détermination et à la volonté unanime de tous les présidents d'Associations d'Anciens Combattants du département rassemblés fraternellement au sein de l'AMAN (Association des Monuments de l'Afrique du Nord) présidée par Charles Quirin, avec à ses côtés, comme président d'honneur le colonel Aziz Méliani, vice-président de la Communauté Urbaine de Strasbourg, en charge du Monde Combattant, de la Défense et du Devoir de Mémoire. La cérémonie solennelle d'inauguration a rassemblé les plus hautes personnalités civiles, militaires, religieuses, des maires du département et des élèves du lycée Marie Curie, mais aussi quelque six cents parents des disparus venus en dépit de leur âge et de leur état de santé. Plus de cent porte-drapeaux étaient présents pour rendre un dernier hommage à leurs anciens frères de combat morts au champ d'honneur.

ILS ONT DIT :

Roland Ries, sénateur-maire de Strasbourg :

« Pour la guerre d'Algérie comme pour de nombreux conflits du XX^{ème} siècle, notre région a hélas payé le prix du sang. Et celui-ci ne peut rester cantonné aux livres d'histoire.

En gravant ces noms dans la pierre, nous nous inscrivons dans le mouvement né dans le sillage de la première guerre mondiale, qui a vu l'Etat instaurer la création de la mention « Mort pour la France » et la mise en place de monuments de commémoration ; mais surtout, dans le mouvement des communes qui se sont saisies à leur tour de cette opportunité de rendre hommage à leurs enfants, permettant ainsi de vaincre l'anonymat des commémorations nationales. Ainsi, nous accomplissons notre devoir. »

Philippe Richert, président du Conseil Régional d'Alsace, ancien ministre :

« La plupart avait vingt ans à peine. Tout les appelait à la vie. Ils sont morts sur cette terre d'Afrique, si proche et si lointaine à la fois, une terre dont l'histoire fut si longtemps mêlée à celle de notre région. Ils y furent envoyés pour servir la France. Et l'hommage que nous leur rendons aujourd'hui est une célébration des vertus qu'ils ont su incarner jusqu'au sacrifice suprême : l'honneur, le courage, le devoir. Voilà autant de qualités requises en temps de guerre comme en temps de paix.

C'est à ces hommes de valeur, à ces destins brisés, à ces familles restées inconsolées, que nous rendons hommage. Puisse ce monument garder leur souvenir vivant dans notre cœur. »

Guy-Dominique Kennel, président du Conseil Général du Bas-Rhin :

« La vie est le don le plus précieux qu'il convient de traiter avec le plus grand respect, au-delà de toute justification quelle qu'elle soit. Le conflit pour lequel 284 bas-rhinois ont laissé leur vie reste encore suffisamment ancré dans la mémoire collective et notamment celles des plus jeunes, du fait des combats qui ne se sont pas déroulés en métropole. »

Colonel Aziz Méliani, vice-président de la Communauté Urbaine de Strasbourg :

« Ce monument, nous le devons également aux familles qui ont perdu à jamais un être cher. C'est dans cet esprit de paix et d'humilité devant les souffrances endurées que nous accueillons aujourd'hui familles et amis de ceux qui nous ont quittés et envers qui nous devons avoir un sentiment de compassion. »

En cette année du cinquantième de la fin de la guerre d'Algérie, formulons le vœu que ce rendez-vous contribuera à la paix des mémoires de part et d'autre de la Méditerranée et à la construction d'une Mémoire partagée.

Témoignage d'un passé assumé et apaisé, il est enfin un appel à la réconciliation du peuple français avec les peuples d'Afrique du nord. ■

VIENT DE PARAÎTRE

LA GUERRE D'ALGÉRIE EN ALSACE

La guerre d'Algérie fut longue, impitoyable et tragique. Dès ses origines, elle dépassa le cadre algérien pour toucher le territoire métropolitain. L'Alsace, frontalière de la Suisse et de l'Allemagne, bases arrière des combattants, fut très touchée. En 1945, des soldats libérateurs venus d'Afrique du nord y avaient fait souche et épousé des Alsaciennes ; dans les années 1950, de nombreux travailleurs arrivèrent d'Algérie pour les chantiers de la reconstruction. Le FLN prit progressivement le contrôle de cette population dépaysée, souvent reléguée dans des foyers. Traqué par la police, il bénéficia de l'appui local de militants chrétiens, de syndicalistes et d'intellectuels. Des « porteurs de valises » passèrent messages et fonds. Ce fut la guerre de l'ombre, avec héros et victimes, traîtres et idéalistes, caches et filières d'évasion, impôts et tribunaux révolutionnaires, règlements de comptes.

Dans une passionnante enquête, puisant aux archives inédites des Renseignements généraux, l'historien Yves Frey révèle une page secrète de l'histoire régionale et le rôle de responsables politiques en vue, Pierre Pflimlin et André Bord, dans une république en crise. C'était l'époque où, encore traumatisée par les ravages de la Seconde Guerre mondiale, l'Alsace découvrait une nouvelle guerre, qui envoyait ses jeunes gens combattre en Algérie, pour une cause et dans des conditions qui apparaissaient de plus en plus contestables.

Le 15 mars 2013, Yves Frey a présenté ses recherches lors d'un café d'histoire à Mulhouse. Le débat fut nourri, riche, parfois contradictoire, toujours passionné... au point que nos amis bas-rhinois, ayant eu vent de cette rencontre, réclament la présence de l'auteur à Strasbourg. Nous ne faisons jamais les mêmes cafés dans nos deux implantations, mais devant l'ampleur de la demande, Yves Frey sera au « Michel » jeudi 28 novembre à 18 heures 30. ■



Professeur à l'université de Strasbourg, le chrétien engagé pour l'indépendance de l'Algérie, André Mandouze, est arrêté le 9 novembre 1956 et écroué à la prison de la Santé à Paris. Il est mis en liberté provisoire le 19 décembre. Le lendemain, il est salué par François Mauriac, venu le soutenir.

In La Guerre d'Algérie en Alsace, Yves Frey, Édition La Nuée Bleue

Comment enseigner la guerre d'Algérie ?

À l'initiative du ministre de l'Éducation nationale, l'inspection générale de l'Éducation nationale et la direction de l'Enseignement scolaire ont organisé, du 29 au 31 août 2001, une université d'été sur le thème : « Apprendre et enseigner la guerre d'Algérie et le Maghreb contemporain ». Plus d'une centaine de professeurs et d'universitaires ont réfléchi ensemble aux enjeux pédagogiques liés à cet enseignement.

Dans son discours d'ouverture, le ministre de l'Éducation nationale a rappelé la nécessité de faire coexister les mémoires antagonistes. Il a aussi précisé la force des liens qui unissent la France et le Maghreb et qui constituent « un fragment de notre propre histoire ».



Au cours des conférences, des spécialistes ont présenté l'état de la recherche notamment sur la question militaire, la torture, la justice ainsi que sur le 17 octobre 1961. Des ateliers ont permis d'aborder les problèmes pédagogiques auxquels sont confrontés les professeurs (conflits de mémoire, immigration, place des femmes, ...) et de formuler des propositions pour l'enseignement.

Ces propositions ont été publiées en 2002 par le CNDP (Centre National de Documentation Pédagogique) dans la série « Les Actes de la DESCO » sous le titre « Apprendre et enseigner la guerre d'Algérie et le Maghreb contemporain ». Les conclusions alors élaborées sont toujours valables pour tous ceux qui ont à enseigner. ■

En vente au CNDP et dans tous les CRDP.

Des visiteurs inhabituels au Mémorial



Vendredi 5 juillet 2013 matin : étrange animation autour du Mémorial ; de magnifiques bolides d'une autre époque, des Austin Healey, des années 1950-1960, se rangent devant le Mémorial dans un alignement d'une précision géométrique rare. En descendent des pilotes en tenue d'époque ; certains avec leur casquette et leurs moustaches font penser aux « Brigades du Tigre », célèbre feuilleton des années 1970.

Dans le cadre de la Grande Parade Automobile du Musée de l'Auto de Mulhouse, le club Healey-France a organisé une sortie internationale en Alsace : au menu la route du vin, la route des crêtes, quelques cols vosgiens « extrêmes »... Mais, l'organisateur de cette manifestation, le parisien Bernard Bucher, enfant de Mulhouse et fils de Malgré-nous, a prévu un détour obligé au Mémorial de Schirmeck pour fami-

liariser les concurrents avec l'histoire chahutée de l'Alsace entre France et Allemagne.

Voilà donc devant le Mémorial 42 équipages comprenant 94 personnes de nationalités fort diverses : de nombreux Anglais, mais aussi des Suisses, des Néerlandais, des Allemands, des Belges, des Australiens et

bien sûr des Français. La plupart n'ont pas la moindre idée sur l'histoire de l'Alsace ; ils ont à présent une heure-chrono pour la découvrir. Répartis en trois groupes linguistiques (anglais, allemand et français), pilotés par les dynamiques guides du Mémorial capables de répondre aux questions les plus inattendues, ils découvrent les déchirements des populations alsaciennes (comment un Australien peut-il comprendre qu'une personne restée toute sa vie dans son village, ait pu changer cinq fois de nationalité ?) ; ils entrent progressivement dans les rouages d'un régime totalitaire, se révoltent en découvrant l'incorporation de force et sont désorientés par le crime d'Oradour et le procès de Bordeaux... Ils quittent le circuit en silence, les visages marqués par l'émotion...

On ne perd pas de temps, on est attendu « chez Julien ». Le repas est certes gastronomique mais léger et sans alcool ! Pour une fois, à table, on ne discute ni de circuits automobiles, ni du comportement des Healey, ni de trajectoires et freinages, ni de pots d'échappement... mais des Malgré-nous, des camps de Schirmeck et du Struthof, d'annexion forcée, de Sippenhaft et de



Reichsarbeitsdienst... Un pilote anglais me pose de nombreuses questions ; il connaît énormément de choses à côté de grosses lacunes ; pour lui, cette histoire de l'Alsace se présente comme un grand puzzle dont la visite du Mémorial lui a enfin permis de rassembler les pièces. Ces pièces, il les tenait de son épouse... une alsacienne fille de Malgré-nous ! Il a pris rendez-vous pour revenir avec sa famille. ■

Marcel Spisser

Henri Veit : Au service du Réseau Martial

Historien de la Libération de l'Est de la France, Gilbert Grandval note que c'est dans le Haut-Rhin qu'apparaissent les premières manifestations de Résistance. De son côté Pierre Bockel évoque l'origine du mouvement : « *Nous fûmes au départ une poignée de jeunes volontaires. Notre chef et aîné, à qui revint l'initiative, Paul Dungler, était un tout « autre ». Il avait le complot dans le sang et en possédait les techniques. Le refus de l'humiliation nous unissait par delà nos opinions antérieurement divergentes. Ainsi naquit le Réseau Martial.* » C'était l'appel de Thann.

Cette initiative avait été précédée fin juillet 1940 de rencontres réunissant dans un village de Dordogne quelques hommes provenant de l'Action française : Dungler, Eschbach, Armbruster, le futur colonel Rémy qui serait le promoteur de la Confrérie Notre-Dame et l'abbé de Dartein qui allait partir pour Londres et y exprimer leur volonté farouche de résistance à l'oppression.

Résistant de la première heure

C'est dans ce contexte qu'au mois d'octobre suivant, Paul Dungler, bientôt expulsé d'Alsace annexée, demande à Henri Veit de prendre la responsabilité du poste de Belfort du Réseau, alors dénommé 7ème Colonne d'Alsace. Ce n'est que plus tard que les services de Londres lui substitueront le vocable de Réseau Martial.

Il n'a pas trente cinq ans quand il accepte cette mission et les implications qu'elle comporte. Issu d'une famille de Colmar ayant opté pour la France en 1871, le patriotisme est la donnée immédiate qui inspire sa conduite à l'heure de la défaite. Il a lu Bainville, Barrès, et Psichari et leurs écrits ont contribué à façonner la personnalité qui est la sienne brutalement confrontée à l'événement.

Pour les rebelles du premier jour, comme lui, l'imaginaire figure qui s'impose à eux est celle de la patrie brisée par l'ennemi, en outre acteur d'une barbarie qu'il a clairement discernée. Lorsque l'armée allemande franchit le Rhin il est officier de renseignement dans le secteur de Neuf Brisach et son régiment va se disloquer dans les hautes Vosges. Il a décidé d'échapper à la captivité et retrouve sa famille fin juillet à Belfort. Il vit mal cette période d'effondrement laissant libre cours à un certain avilissement moral et politique. Dans une correspondance avec son ami Marcel Haedrich, écrivain originaire de Munster et alors replié à Lyon, il exprime son sentiment : « *Tout cela est bien peu de choses à côté des problèmes de demain : l'avenir de la France. Et puis tout n'est pas fini. On verra où et quand se seront placés certains courages.* »

Quand on fait mémoire aujourd'hui de la Résistance et de son histoire on évoque trop rarement cette éthique du courage qui s'imposait alors. Le Réseau Martial qui est le premier créé en France, rassemble d'abord des hommes courageux confrontés à la situation la plus dramatique, celle de l'Alsace annexée brutalement et qui pourtant veut rester française. C'est d'ailleurs dans les régions de France les plus enchaînées que l'action clandestine s'exercera avec la plus grande vigueur. Belfort est rattachée à la zone interdite et ses relations avec l'Alsace, comme avec la zone libre, sont dès les premiers mois hérissées de difficultés et sous la surveillance de l'occupant.

L'action du Réseau Martial et son organisation

Installé à Belfort où il est directeur d'une entreprise de transports dont le siège est à Bâle Henri Veit dispose de moyens de liaisons qu'il va mettre au service du Réseau. Il s'entoure d'abord d'une équipe comprenant des maires de communes frontalières et des adjoints de son entreprise.



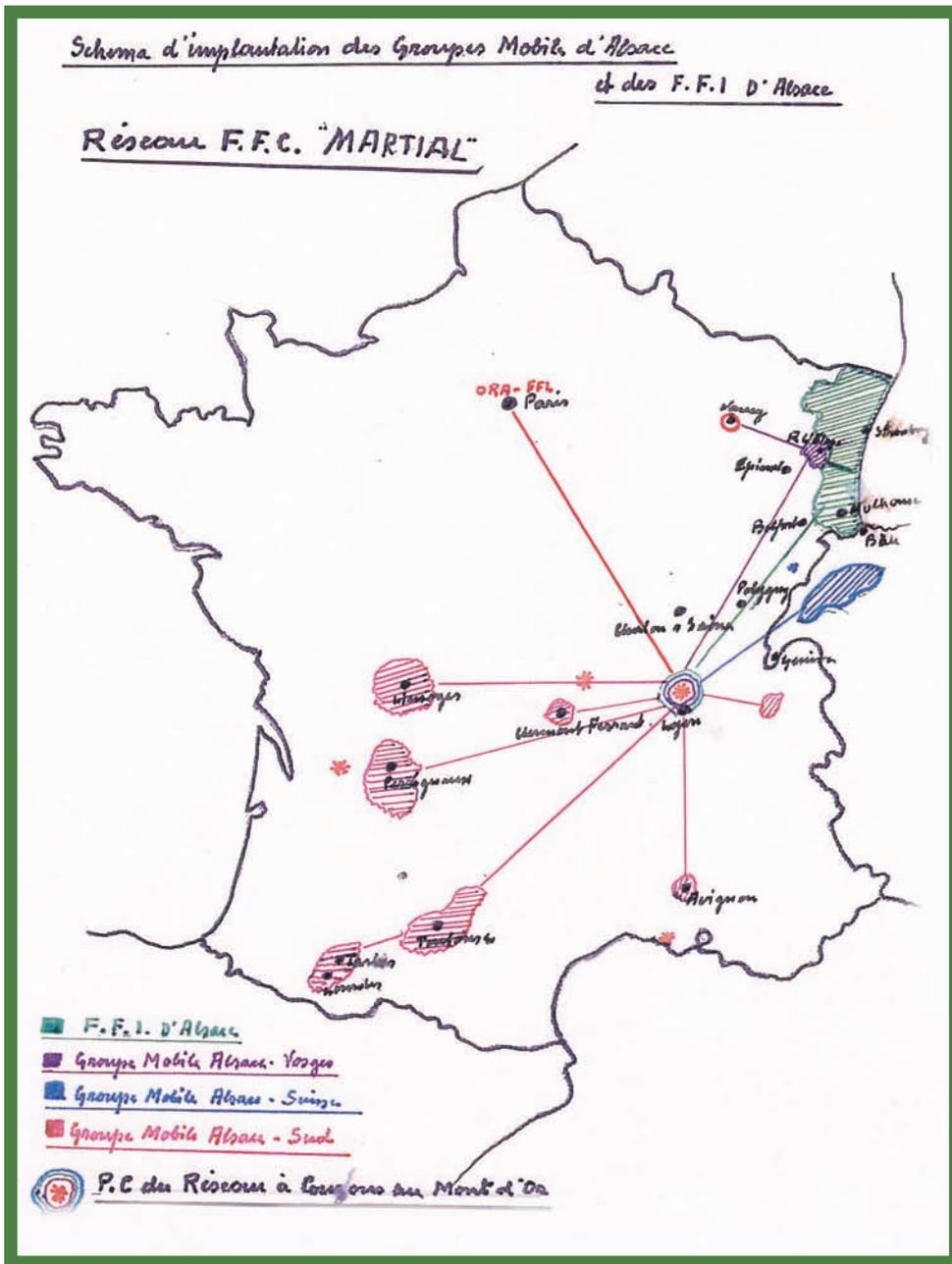
Henri Veit (1906-1944)

Il parvient de ce fait à maintenir une liaison durable avec ses camarades restés en Alsace. Beaucoup d'entre eux appartiennent à l'industrie textile – Winter, Schieber, Weiss – et ont créé une antenne à Paris, le Comité d'Organisation du Textile, manifestant dans la capitale l'esprit de la résistance alsacienne. En outre ces industriels ont accès à des congénères antinazis d'Allemagne, source de renseignements importants.

Le Comité directeur du Réseau s'installe d'abord à Lyon puis à Couzon au Mont d'Or où réside Marcel Kibler. Ingénieur textile de St Amarin, il sera durant des années le plus proche compagnon d'Henri Veit. Après le départ de Dungler pour Alger en août 1943, pour une très incertaine aventure, Kibler devient le premier responsable du Réseau, qui sera en 1944, sous le nom de Commandant Marceau, nommé par le Général Koenig, chef des FFI d'Alsace. L'un de leurs camarades a pu écrire : « *Henri Veit pendant quatre ans a assuré les liaisons les plus risquées entre l'Alsace et Lyon. Sans lui les communications essentielles auraient été plus sporadiques* ». C'est par exemple grâce au chef de gare de Dannemarie, que seront transmis à Pierre Bockel les documents devant aboutir au Témoignage Chrétien : *Alsace et Lorraine terres françaises.*

L'évasion du général Giraud

De longue date les traditions militaires sont vivaces en Alsace et les hommes du Réseau nourrissent l'ambition la plus confuse mais aussi la plus vive : refaire l'armée française. Ils trouvent auprès d'officiers de l'armée d'armistice la même résolution, chez



les colonels du Vigier, de Linarès et un jeune officier venu de la Légion, d'origine allemande, Henri Derringer. C'est ce dernier qui fin 1941 demanda à Henri Veit de prêter main forte au projet d'évasion du général Giraud incarcéré en Saxe à Koenigstein.

Le succès de l'opération le 16 avril 1942 eut un retentissement considérable en Alsace, en France, à Londres et ailleurs. Un mois plus tard le général recevait mon père à Lyon, le remercia chaleureusement pour son action et, sceptique, d'ajouter : « *je ne m'intéresse pas à la politique* ». Propos suscitant une certaine déception.

À l'automne 1943 les arrestations d'acteurs de l'évasion amenèrent mon père et sa famille à tenter un passage en Suisse, sans succès. Il fallut alors trouver refuge à Lyon et à Couzon jusqu'à la fin de l'année. On sait que pour la Résistance l'année 1943 fut terrible.

Le drame de Viombois

Au seuil de l'année 1944 les nouvelles venues d'Alsace conduisent Henri Veit et sa famille à regagner Belfort. C'est une période de relative accalmie, en même temps que de tension générale et personnelle mais aussi d'espoir entretenu en juin par les débarquements des Alliés en Normandie, et deux mois plus tard en Provence.

La violence des bombardements nécessite cependant le recours à un refuge familial à Giromagny au pied du Ballon d'Alsace.

Il retrouve dans ce secteur l'abbé Pierre Dufay – disciple comme Bockel du très influent Curé de Montbéliard, Jean Flory – et chef du groupement F.F.I. du Territoire de Belfort. Prêtre valeureux, Dufay a rassemblé dans son maquis vosgien les routiers du Clan Guy de Larigaudie. Avec eux il franchira les lignes allemandes pour rejoindre la Brigade Alsace-Lorraine issue du GMA Sud et en constituer puis diriger le commando Belfort. L'ami Pierre Dufay sera tué en décembre 1944 à proximité d'Ersstein et nombre de ses routiers tomberont en différents combats.

Les dernières actions d'Henri Veit interviendront dans des circonstances de plus en plus alourdies. Le 20 août le gouvernement de Vichy, avec Pétain et Laval, fait étape à Belfort sous la contrainte allemande et avant de repartir pour Sigmaringen. Il est escorté par les soldats perdus de la Milice, avec Darnand et Déat. Le climat de terreur est accentué par l'arrivée des services les plus redoutés de la Gestapo de Lyon et de Dijon.

Le Réseau Martial a tenu seul pendant quatre ans et c'est sous son égide en juillet à Grendelbruch, sous la présidence du Commandant Marceau, que sera scellé l'unification de la résistance alsacienne. En début d'année le jeune Bernard Metz, en mission exploratoire en Lorraine avait débattu avec mon père du projet d'implantation du GMA Vosges du côté de Raon l'Etape : il avait dit sa réticence à son visiteur, compte tenu de la force des défenses allemandes. Finalement le projet primitif sera maintenu et le drame se nouera le 4 septembre à la bataille de Viombois, les polices allemandes parvenant à découvrir l'organisation du réseau.

Le 13 septembre au matin Henri Veit est arrêté à son domicile et l'officier de la Gestapo s'écriera à son endroit : « *C'est un chef terroriste* ». Dès lors son itinéraire est celui d'un calvaire qui conduira à son exécution. On apprendra plus tard qu'un milicien avait avoué l'avoir exécuté en un lieu inconnu. On ne retrouvera jamais son corps. Sa femme et ses enfants devront finalement s'enfuir en Suisse avec l'aide de la Croix Rouge.

Marcel Haedrich a toujours gardé le souvenir de son ami : « *J'avais un camarade. Lui qui prenait tous les risques est mort aussi seul que le Christ sur la croix.* » Cinquante ans, jour pour jour, après sa mort, le Maire de Belfort, Jean-Pierre Chevènement, lui rendit hommage : « *Aujourd'hui la France est libre. Elle le doit à toutes ces femmes et à tous ces hommes qui ont aimé leur patrie jusqu'à donner leur vie pour elle. Henri Veit repose dans nos mémoires à leurs côtés.* » ■

Bernard Veit

Le tunnel d'Urbès : lieu de mémoire ...

DU TUNNEL FERROVIAIRE AU COMMANDO DU STRUTHOF

A partir de 1942, et tout au long des années 1943-1944, le territoire allemand est frappé à mort par les attaques aériennes anglo-américaines. En mars 1943 des raids sur la Ruhr suivis des trois bombardements de Hambourg (24-29 juillet) sont d'une ampleur sans précédent. La population allemande et ses dirigeants prennent conscience de la vulnérabilité économique du pays ; les Kommandos des camps liés aux industries de guerre et à l'Armée de l'air sont particulièrement meurtris. C'est alors que la décision de créer des usines souterraines est prise au plus haut niveau des instances du Reich. Elle traduit la volonté de croire jusqu'au bout que la victoire est encore possible, au prix d'un immense effort exigé de tous. On demande alors à l'Oberberghauptmann (haut fonctionnaire des mines) Gabel de dresser une liste des sites souterrains envisageables pour ces activités : mines, caves de brasseries, tunnels routiers ou ferroviaires... Il en dénombre 743 ! Parmi eux, le tunnel d'Urbès.

Conçu pendant l'entre-deux guerres, le tunnel ferroviaire d'Urbès devait relier l'Alsace à la Lorraine, Mulhouse à Épinal. Commencé

en 1932, le chantier employa jusqu'à 1 100 ouvriers. Mais en 1935, les travaux furent retardés pour des raisons financières (sous-estimation des coûts) et la crise internationale. Les travaux furent totalement arrêtés avec la déclaration de guerre, mais côté alsacien, on avait déjà percé un tunnel de 4 360 mètres de long, maintenant à l'abandon. Un lieu propice pour les nazis pour enterrer une usine d'armement ! C'est ainsi qu'en 1943 le tunnel d'Urbès devint un des 70 camps de travail (Kommandos) du KL-Natzweiler (Struthof) sous l'appellation de KL-Natzweiler-Block W (pour Vaesserling), Baustelle U (pour Urbès).

En mars 1944, trois cents détenus arrivent en provenance du Struthof ; en mai, ils sont 1436. Répartis en deux équipes travaillant chacune douze heures dans des conditions inhumaines, les déportés installent dans le tunnel inachevé une annexe de la Daimler-Benz-Werke GmbH de Colmar, des Flugmotoren-Werke de Reichshof et de l'usine de Sindelfingen. Il faut construire des voies d'accès, installer des aérations, des réseaux électriques... La production elle-même démarre fin août avec un renfort de 465 juifs venus du

KL-Flossenburg... mais début septembre, devant l'avancée des Alliés, le Kommando est en partie évacué vers la vallée du Neckar, puis les juifs sont orientés vers le KL de Sachsenhausen, les derniers déportés sont regroupés dans l'éphémère Kommando de Schwindratzheim. Les machines sont transférées vers Wiesenstieg au sud de Göppingen dans le tunnel autoroutier du Lämmerbuckel... L'usine concentrationnaire du tunnel d'Urbès n'aura donc tourné à plein régime que durant une quinzaine de jours !

Avec le temps, tout a été démolì ; seul reste le bunker verrouillant l'entrée du tunnel. Chaque année, certes, le Souvenir Français organise là une courte cérémonie de recueillement, mais qui se souvient encore des drames et des souffrances vécus ici ? C'était compter sans la volonté, la détermination voire l'obstination d'une femme, Arlette Hasselbach qui consacre une grande partie de son énergie pour transformer ce lieu de terreur en lieu de Mémoire. Et elle est en train de réussir son pari ! ■

Marcel Spisser, d'après Robert Steegmann, *Struthof*, Nuée Bleue, 2005.

LE DÉFI D'ARLETTE

Arlette Hasselbach est présidente de l'AFMD (Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation) du Haut-Rhin. Cette association reconnue d'utilité publique milite pour pérenniser la mémoire de la déportation et de l'internement organisés entre 1935 et 1945 par le régime nazi et ses alliés. Elle regroupe toutes les personnes qui souhaitent agir pour « assurer la pérennisation, l'enrichissement et la transmission de la mémoire de la déportation et de l'internement ».

L'AFMD compte 75 délégations sur le territoire national. Celle du Haut-Rhin, présidée depuis 2005 par Arlette Hasselbach compte quarante-cinq membres. Elle a comme mission d'intervenir régulièrement auprès des jeunes notamment dans le cadre du Concours national de la résistance et de la déportation dont le thème varie chaque année. Elle organise des interventions à la demande des professeurs avec des récits, souvent très forts, des derniers témoins de l'histoire de la déportation. En 2010, par exemple, cela a représenté six séances de témoignages dans des classes devant un total de 400 élèves de quinze à dix-huit ans et trente élèves de CM2 de Willer-sur-Thur. S'y ajoutent les accompagnements au Struthof (où Arlette Hasselbach assure des visites commentées) pour les collèves et les lycées alsaciens et d'autres régions, représentant un total de 500 élèves de quinze à vingt ans. Ces activités ne sont pas uniquement destinées aux jeunes mais s'adressent aussi aux associations, comités d'entreprises et tout groupe désireux de

découvrir les horreurs de l'univers concentrationnaire. Et l'activité dépasse largement le cadre de notre province : accueils de groupes venus de toutes les régions de France, d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg ; visite à la Bundesarchiv à Ludwigsburg sur le thème « la race et le genre dans la médecine nazie » ; visite des camps de Buchenwald, Langenstein Zwiebuge et Sachsenhausen ; échanges pédagogiques réguliers avec Uwe Bader du Dokumentationszentrum Rheinland-Pfalz Gedenkstätte KZ Osthofen, etc.

Et pourtant, malgré toutes ses activités, Arlette Hasselbach se sent frustrée ! Chaque fois qu'elle fait découvrir à des groupes le Kommando du tunnel d'Urbès, elle se retrouve devant la porte verrouillée d'un bunker qui ne peut donner qu'une pâle image du drame qui s'est joué ici, à quelques pas de chez elle. Et, jour après jour, mûrit dans son esprit combattif l'idée qu'il faut ouvrir le tunnel et y implanter un lieu de mémoire. Désormais, plus rien ne l'arrête ; avec sa complice Mireille Hincker présidente du Souvenir Français, des projets voient le jour : aménager ce site dans son cadre naturel avec la mise en place de panneaux pédagogiques (voir tableau ci-contre), de bancs, d'un espace amphithéâtre et création de partenariats avec des lycées techniques pour participer à la réalisation. On estime le coût global du projet à environ 60 000 euros : avec le soutien de la Région Alsace et de la municipalité d'Urbès, des financements et des partenariats sont trouvés. Après trois ans de démarches et de tâtonnements, le projet



démarre et aujourd'hui on peut admirer sur place la progression des travaux dont l'achèvement est prévu fin 2014. Et déjà on pense à la deuxième phase du projet : l'inscrire dans le chemin européen de la mémoire et des droits de l'Homme qui relie le Mémorial de Schirmeck à Rastatt en Allemagne en passant par le Struthof, le Hohwald, Sainte Marie-aux-Mines... et bientôt Urbès. Voilà comment la volonté d'une femme de conviction, bien entourée il est vrai, peut sortir de l'oubli un lieu de mémoire à l'abandon et l'inscrire dans la mémoire locale, nationale et européenne. ■

Marcel Spisser

Contact :

Arlette Hasselbach, présidente de l'AFMD
78 rue du Vieil Armand
68760 Willer sur Thur
Tél : 03 88 82 38 84 / 06 48 78 50 04
Courriel : arlette.hasselbach@orange.fr

QUINZE PANNEAUX PÉDAGOGIQUES POUR UN PROJET AMBITIEUX

Le projet de mémorial de la déportation à Urbès tel qu'il a été élaboré par l'AFMD 68 prévoit quinze panneaux pédagogiques

Objectifs : raconter l'histoire du tunnel, mais aussi plus largement le système concentrationnaire à travers l'histoire locale en décryptant l'idéologie nazie et la résistance sous toutes ses formes.

LES TABLEAUX SE SUCCÈDENT DANS CET ORDRE :

- 1 Histoire du tunnel d'Urbès en 1944 – Kommando du KL Natzweiler-Struthof.
- 2 Le système nazi des camps de travail : exploitation des prisonniers de guerre pour l'effort de guerre et l'enrichissement de firmes industrielles privées et nazies.
- 3 Les ateliers, leur fonctionnement et les sévices subis par les prisonniers ; origine des déportés du tunnel d'Urbès.
- 4 Octobre 1944 – fermeture du tunnel et devenir des prisonniers – liste nominative.
- 5 Haslach – Leonberg en Allemagne et Thil en Moselle – trois camps souterrains faisant aussi partie des 70 Kommandos de Natzweiler – Struthof.
- 6 La déportation dans le système nazi, avec carte européenne des camps principaux.
- 7 La déportation de répression : dès 1933, pour les Allemands qui résistent à l'idéologie nazie, puis pour les pays envahis par les troupes allemandes.
- 8 La déportation d'extermination en tant que « mise à mort immédiate » dès fin 1941 pour :
 - Les personnes handicapées et malades mentaux.
 - La population juive avec la mise en œuvre du génocide de six millions de juifs : la Shoah
 - Les minorités considérées comme « Untermenschen » : tsiganes, slaves, homosexuels, témoins de Jéhovah...
- 9 L'idéologie national-socialisme (NS) :
 - La « race aryenne » supérieure et la haine des différences.
 - L'extension des territoires allemands (espace vital allemand)
 - La haine des juifs qui sont « la cause de tous les malheurs du peuple allemand ».
- 10 L'annexion de l'Alsace-Moselle : 1940 ; la mise au pas ; la terreur ; la résistance.
- 11 Les Alsaciens et Mosellans dans les tourments de la guerre :
1939, les évacués ; 1940, les réfugiés, les expulsés, les évadés ; 1942, les incorporés de force dans le RAD et la Wehrmacht et même les SS, les assignés.
- 12 Les formes de résistance : PRO – PRAF – Réseau Wodli – Réseau Martial – Prisonniers évadés – FFIA.
- 13 Les camps sur le territoire annexé :
 - Schirmeck
 - StruthofEt sur le territoire français : Thil...
- 14 Le chemin européen de la mémoire et des Droits de l'Homme : son réseau, son parcours et ses objectifs. Le travail de mémoire répond au devoir de vigilance et à la lutte contre l'ignorance, l'oubli et le négationnisme.
- 15 Panneau de présentation de l'ensemble du projet avec ses objectifs, ses concepteurs, ses partenaires, ses financeurs et ses bienfaiteurs.

BRAVO LES LYCÉENS !

Quatre lycées techniques haut-rhinois s'engagent sur ce projet à partir de chantiers-écoles :

Parterre de roses de Ravensbruck par le chantier-école du lycée du Plixbourg-Rouffach (culture et réalisation).

Dalles / socles de construction en béton armé par le chantier-école du lycée du bâtiment de Cernay, pour la fixation d'œuvres d'art réalisées par les élèves dans le cadre des projets Mémoire.

Œuvre d'art réalisée par le chantier-école du lycée Deck de Guebwiller, en hommage aux valeurs de la résistance.

Projet fresque par le chantier-école du lycée Ch. Pointet de Thann.



Sort des malades mentaux dans le Reich de Hitler

(suite du numéro 21)

Deuxième partie : En Alsace-Moselle...

Avant la guerre, en Alsace-Moselle il y avait quatre hôpitaux psychiatriques :

- Rouffach pour le Haut-Rhin
- Stephansfeld (Brumath) et Hoerdth pour le Bas-Rhin
- Sarreguemines-Steinbach pour la Moselle-Est
- Lorquin pour le secteur de Sarrebourg

La plupart disposaient d'annexes extérieures.

Dès la signature de l'armistice et l'annexion de fait de l'Alsace et de la Moselle, les Allemands demandent au gouvernement de Vichy le retour des populations civiles actives, mais ne veulent rien savoir des malades pour n'avoir pas à nourrir des bouches inutiles.

Ainsi 42 malades de confession juive sont transférés par la police allemande de Stephansfeld à l'hôpital Vinatier, près de Lyon.

Le devenir des centres psychiatriques

Rouffach fut fermé et le personnel de service dispersé sur Brumath et Hoerth. Dans le cadre d'un accord général entre Hitler et Mussolini, y fut implantée une école spécialisée pour 450 jeunes tyroliens (italiens), puis une institution national-socialiste : la NAPOLA, National Politische Lehranstalt (NPEA), devant former les futurs cadres de l'Allemagne nazie ; bref, une pépinière de fanatiques nazis dont beaucoup d'officiers SS. Une aile des bâtiments de l'hôpital servit aussi de prison à des insoumis et des pilotes alliés capturés, avant transfert vers les camps d'internement, voire de concentration.

À la Libération en 1945 et pendant les combats de la poche de Colmar, le Maréchal de Lattre de Tassigny, commandant la 1^{ère} Armée française, crée dans l'hôpital la célèbre École de Cadres devant conduire nos troupes à l'assaut de l'Allemagne, aux côtés des armées alliées.

Lorquin : Inauguré le 28 septembre 1910, il fonctionna comme annexe de Sarreguemines. Après son évacuation sur les régions de la Gironde, Angoulême, la Rochelle et même Marseille, les locaux furent utilisés par un hôpital militaire de campagne de l'armée française pour le front d'Alsace-Moselle jusqu'à la défaite en 1940.

Puis le centre devient un hôpital militaire de campagne allemand (Reserve-Lazaret), destiné à accueillir :

- Des blessés d'Allemagne et du front russe
- Des unités du Reichsarbeitsdienst (RAD)
- La Jeunesse Hitlérienne
- Des malades mentaux d'Allemagne et d'Alsace-Moselle, soignés par du personnel allemand et du pays de Sarrebourg. Même les sœurs de la Charité furent tolérées
- Un centre-école de formation de sous-officiers d'artillerie.

Durant l'occupation, les Allemands auraient appliqué des méthodes plus avancées en soins des malades, sans autre précision.

Des témoignages oraux signalent aussi certains transferts de malades à Merzig (Sarre) pour être euthanasiés.

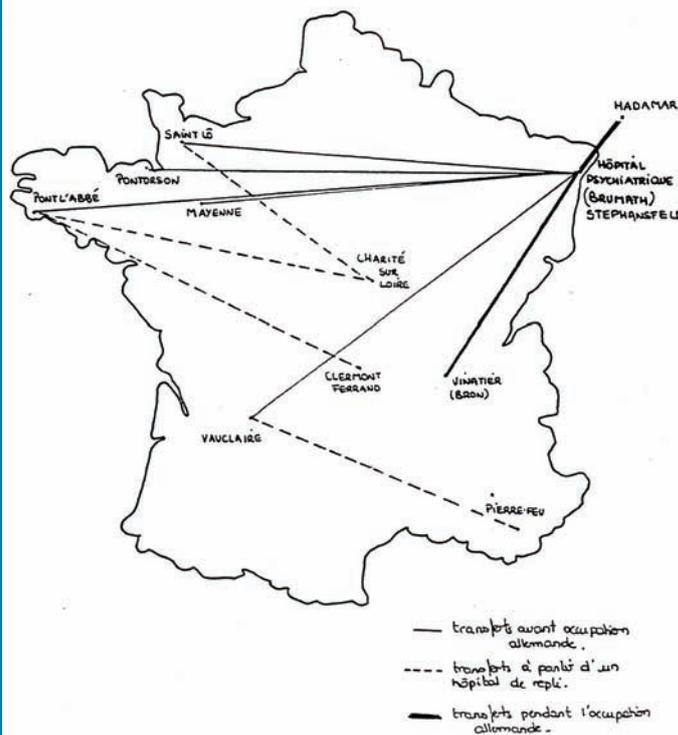
À la libération en 1944, les troupes US occupent le centre pour en faire un hôpital militaire. Dès la fin de la reconstruction, les malades restés dans le sud-ouest et dont peu ont survécu, furent rapatriés. Le centre supplée la fermeture de Sarreguemines jusqu'en 1957 et reçut, en complément, un secteur pour malades tuberculeux d'Abreschwiller.

Sarreguemines (Steinbach) : le centre fut construit en 1880 pour remplacer le centre de Laxou (Nancy) après l'annexion de l'Alsace et de la Moselle en 1871.

Après son évacuation le 13 septembre 1939 vers la Dordogne et la Gironde, le centre hospitalier est occupé par la Wehrmacht. Elle en fait un camp de prisonniers de guerre français, puis un dépôt de matériel. Sévèrement

Hôpitaux psychiatriques à l'heure de l'évacuation

CARTE DES LIEUX D'EVACUATION
à partir de l'hôpital psychiatrique de STEPHANSFELD



Au plan pratique, l'imminence de la guerre entraîne la mise en état de défense passive des établissements. C'est ainsi que furent appliquées des consignes de couvre-feu, d'extinction ou de camouflage de l'éclairage par application de peinture bleue aux vitres des fenêtres et l'obstruction des ouvertures par des sacs de sable. En vue de signaler ces "établissements protégés", notamment au survol des avions, d'immenses croix rouges furent peintes sur les toitures selon les dispositions internationales prises par les accords de Genève.

Pour les hôpitaux, des mesures spéciales de transfert sont mises au point pour évacuer les malades sur des établissements de repli dans les régions de l'ouest, du centre et du sud de la France.

On s'organise malgré les difficultés rencontrées. Suite à l'évolution de la situation internationale, les transferts se font entre septembre 1939 et mai 1940. Certains transferts doivent parfois être poursuivis vers d'autres destinations, ce qui entraîne des problèmes de traçabilité des malades.

bombardé en septembre 1944, lors des combats de la libération, il ne fut remis en service que le 19 novembre 1957, après reconstruction et réaménagement.

Stephansfeld et Hoerdth : en 1940, après la prise en mains des établissements, les nazis procèdent à l'expulsion des sœurs de la Charité et des personnes « classées indésirables ». Une administration allemande se met en place avec un corps médical aux ordres du Parti. Les deux

établissements sont rattachés à l'administration de santé du pays de Bade, placée sous la direction du docteur Sprauer et dont le siège était à Karlsruhe.

Le docteur Sprauer, carriériste, s'implique très fortement dans la restructuration des asiles de part et d'autre du Rhin et également dans les actions d'euthanasie-T4.

L'Alsace, du fait du non-retour d'évacuation des malades mentaux en 1940, disposait de nombreux lits « inoccupés », surtout à Hoerdt où le « centre de sécurité » de non-condamnés avait été évacué dès 1939.

Compte tenu de cette situation, l'administration allemande décida du transfert de malades du pays de Bade à Stephansfeld et Hoerdt. Un contingent allemand de « placés d'office » (Sicherungsverwahrte) fut installé dans ses bâtiments spécialisés.

L'intensification de la guerre augmenta le nombre de blessés, tant militaires que civils. Il y eut donc pénurie de places. Les deux centres furent donc transformés en hôpitaux militaires.

Evacuation vers Hadamar

En vue de trouver des lits supplémentaires, le docteur Sprauer organisa le 22 novembre 1943

Il fut décidé de transférer un contingent de malades mentaux au centre d'extermination de Hadamar. Par courrier du 9 décembre 1943, les chefs d'établissements de Stephansfeld et de Hoerdt, reçoivent l'ordre d'évacuer, chacun, 50 malades sur Hadamar près de Cologne.

LES CRITÈRES DE CHOIX DES MALADES :

Des hommes et, en priorité ceux qui n'ont plus d'attaches familiales ou qui, depuis bien longtemps, n'ont pas reçu de nouvelles de leurs proches.

DÉROULEMENT DU TRANSFERT :

Par cynisme, le rédacteur de la lettre exprime sa préoccupation de trouver auprès de l'administration des chemins de fer « un matériel adapté aux malades et à son personnel d'accompagnement » composé d'un médecin, de dix-huit soignants et de deux chefs.

Le 5 janvier, les patients sont transférés à la gare de Vendenheim. Le train quitte la gare à 17h 37 pour atteindre Hadamar le lendemain à 15h 50. Le compte-rendu officiel stipule « que le transport à l'aller de tout le monde, de même que celui du retour du personnel d'accompagnement s'est, comme prévu, bien déroulé, sans aucun incident, sans retard et qu'aucun cas mortel n'est à déplorer »...

psychiatrique de Kehl-Kork : 154 cas de stérilisation forcée entre 1934 et 1940, 70 femmes et filles gazées à Grafeneck lors d'un premier convoi et 43 malades lors d'un deuxième... et environ 500 personnes disparues on ne sait ni où ni comment.

Les exécuteurs nazis continuèrent plus ou moins officieusement leurs tristes besognes jusqu'à la capitulation en 1945, sous les formes les plus diverses.

En Alsace, on signale également des transferts de criminels placés dans l'établissement de sûreté de Hoerdt vers le Struthof en mars 1944 où exerçait le médecin Hirt, adjoint de Himmler. Il pratiquait des expériences sur les prisonniers en lien avec l'hôpital de Strasbourg.

Au Sonnenhof et aux trois Tilleuls (Bischwiller/Oberhoffen, annexes de Hoerdt) le traitement des malades ne semble pas avoir été fait en toute transparence. Des enlèvements de malades juifs, protestants et catholiques ont été opérés dans les années 40 à 42 par la Gestapo.

Et le sort des évacués en « vieille France » ?

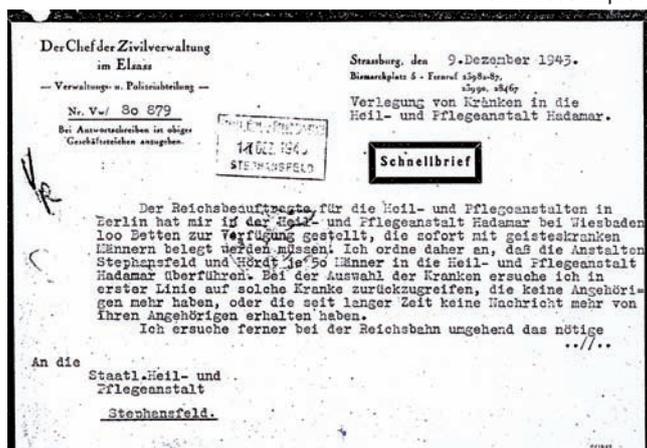
Il nous faut évoquer le sort réservé en France par le régime de Vichy à nos malades mentaux. Le maréchal Pétain, dont la doctrine était proche de celle d'Hitler et dans un contexte de pénurie générale, n'a pas fait d'efforts pour nos malades, d'autant que les théories de l'euthanasie avaient trouvé des adeptes en France bien avant la guerre.

Si Vichy n'a pas eu recours au programme du type T4, il convient cependant de rappeler à la mémoire collective de nos compatriotes qu'en vieille France, entre 1940 et 1945, on laissa mourir plus de 40 000 malades. Dans ce chiffre, il convient aussi d'inclure un grand nombre de malades évacués des provinces de l'Est en 1939-1940.

Pour diverses raisons, les malades n'ont pas reçu leur ration quotidienne ni les soins appropriés, ce qui accéléra la mort de nombreuses personnes... à rappeler pourtant qu'à l'époque, les hôpitaux psychiatriques possédaient des structures d'activité leur permettant de vivre pour ainsi dire en autarcie : fermes, ateliers, etc.

Livres, thèses, conférences, grands quotidiens révèlent à peine à partir des années 50 ce triste épisode. ■

Eugène Brisbois



Ordre donné aux chefs d'établissement de Stéphanfeld et de Hoerdt de transférer chacun 50 malades au "centre de soins" de Hadamar (en fait, un centre de gazage).

à Emmendingen (Bade) une réunion des directeurs du Gau Oberrhein (Bade et Alsace) pour trouver une solution.

Du témoignage d'un accompagnateur, il ressort cependant qu'à l'arrivée, les malades ont été pris en charge et jetés par des brutes, sans aucun ménagement sur des camions, « comme s'il s'agissait déjà de cadavres »... Ils passèrent par la chambre à gaz, à l'exception d'un malade, dont on n'a jamais su comment il a pu s'échapper !

À préciser que dans le contingent de Brumath figuraient vingt-deux pensionnaires d'origine alsacienne.

Les Allemands avaient prévu les moindres détails de la gestion comptable de l'opération qui a coûté 20 000 Reichsmark.

Les opérations d'euthanasie à grande échelle ne sont pas limitées à l'Alsace : de l'autre côté du Rhin, le même scénario s'est déroulé à l'hôpital

LE DOCTEUR SPRAUER

Né à Heidelberg en 1884, il étudie la médecine à Strasbourg, Berlin et Fribourg. Il devient interne à l'asile de Wiesloch puis généraliste à Staufen. Il passe la Première Guerre mondiale dans les hôpitaux militaires du Pays de Bade. En 1918, il devint même vice-président du Conseil révolutionnaire des soldats. Il gravit une hiérarchie administrative jusqu'à l'avènement d'Hitler, où il entre dans les sphères du Gauleiter Wagner, dont il devient en 1938 Conseiller ministériel. Marié, plusieurs

enfants, il est catholique. Fidèle au parti, c'est un bon exécutant dans la réussite des opérations T4.

Après la guerre, déclaré responsable de près de 3 000 morts, il fut condamné le 12 novembre 1948 à la perpétuité.

La cour d'assises de Fribourg, dans sa session du 2 mai 1950, commue, après appel, sa peine à onze ans de réclusion. Il bénéficia d'une certaine clémence parce que l'extermination des malades de l'esprit n'est pas à considérer comme un meurtre, mais un

homicide involontaire ». Un journaliste de l'époque avait qualifié ce verdict « de justice populaire compatissante ». Vu sa « santé fragile » (?), le docteur Sprauer sort de prison en 1951 âgé de 67 ans. En 1954, le ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg, le gratifie d'une pension de 450 DM par mois. Il décède en 1968, après avoir encore été cité comme témoin en faveur d'un collègue T4, dont il affirma tout ignorer des opérations d'euthanasie sur son secteur du temps des nazis...

Louis Denevert : Un plaidoyer ...

Chaque année, le **Mémorial de Caen** organise un concours de plaidoirie lycéenne qui mobilise une large participation dans tout l'hexagone. C'est l'occasion pour tout lycéen d'exprimer son indignation face à des atteintes fondamentales aux droits de l'homme. Si l'argumentation doit être bien construite, le jury accorde également de l'importance à la conviction mise par le candidat pour défendre une cause. Le concours se passe en deux temps : une épreuve régionale, puis la finale à Caen où le meilleur sélectionné de chaque grande région défend ses convictions. On le devine, c'est un exercice de très haut niveau. En décembre 2012, au Palais des droits de l'homme à Strasbourg, s'affrontaient les six champions du Grand Est : quatre équipes de Verdun et Besançon et, pour l'Alsace, trois équipes du lycée Pasteur et du lycée Oberlin de Strasbourg ; et, pour finir, un candidat du lycée-séminaire de jeunes de Walbourg. Sélectionnés parmi plus d'une centaine de candidats, les demi-finalistes ont traité des sujets complexes,



graves, inspirés par des événements d'actualité comme le bizutage, la remise en cause du droit à l'avortement ou encore les funestes conséquences de la désertification médicale... Inattendu, quand le jeune **Louis Denevert** (16 ans) du séminaire de Walbourg annonce son thème : la défense des Malgré-nous ! Qu'est-ce qui a pu pousser cet adolescent à choisir un tel sujet, « ringard » aux yeux de bien de ses camarades ? Il semble que la découverte de l'incorporation de force, notamment à l'occa-

sion d'une visite du Mémorial de Schirmeck, ait déclenché en lui une profonde indignation doublée d'une révolte contre la non-reconnaissance de ce crime de guerre. Il a envie de crier son indignation et pense que le concours lui donnera l'occasion de plaider, au niveau national, la cause des Malgré-nous. Après des mois de travail et de recherche, sa plaidoirie – que nous publions ici – fut, de l'avis unanime, remarquable tant par le fond que par la forme... Mais ce fut un élève du lycée Saint-Jean de Besançon qui rafla la mise. On mesure la déception de notre jeune étudiant de Niederwiller qui n'ira pas défendre nos Malgré-nous à Caen, lieu pourtant emblématique pour ce sujet. Déception d'autant plus grande qu'il avait frôlé la victoire et fut brillamment classé deuxième. Bravo Louis, tu as eu un courage hors-norme en choisissant un sujet ardu et ta plaidoirie restera dans nos mémoires et nos cœurs. ■

MALGRÉ-EUX, ENRÔLÉS. MALGRÉ TOUT, HONORÉS

Mesdames, Messieurs

C'est un immense honneur pour moi d'être présent ici à la Cour Européenne des Droits de l'Homme de Strasbourg.

Si à ce jour, vous me posez une question essentielle :

« Jeune homme, que faites-vous là ? »

Je vous répondrais avec mon cœur que je suis ici pour défendre les droits de l'homme. Que je suis ici devant vous pour essayer de vous rappeler un pan de notre histoire française et européenne.

Et si par suite logique, vous me posiez une seconde question :

« Jeune homme, quel est ce pan de l'histoire française ? »

Je vous répondrais alors muni d'un cœur battant que ce pan de notre histoire est sans doute l'un des exemples les plus représentatifs d'une profonde injustice, d'un tabou mémoriel. Ce drame historique est celui des "Malgré-nous" d'Alsace-Moselle durant la Seconde Guerre Mondiale.

Nous sommes en ce jour à Strasbourg, c'est pourquoi j'ose imaginer que cette appellation ne vous est pas inconnue. Seulement si je me trouvais à dire ce discours dans un autre coin de France, il n'en serait sans doute pas ainsi. En effet, l'incorporation de force est sujette à l'heure où je m'adresse à vous, d'une incompréhension, d'une ignorance pour de ne pas dire de non-savoir et ce en grande partie dans notre pays, en Europe.

Permettez-moi de vous rappeler ceci :

L'appellation "Malgré-nous" désigne les Alsaciens et les Mosellans enrôlés de force dans l'armée allemande lors de la Seconde Guerre Mondiale, dans la Wehrmacht, l'armée régulière allemande, dans la Luftwaffe, l'armée de l'air, dans la Kriegsmarine, la marine ou encore dans la Waffen-SS, la branche militaire de la SS.

Enrôlés de **FORCE** ! Et non engagés à servir ! Ils n'étaient pas volontaires ! Voilà ce qu'il faut retenir de ces premiers mots !

Ensuite, laissez-moi vous rappelez qu'en 1942, l'Alsace et la Moselle étaient territoires annexés par l'Allemagne et que leur population subissait un régime nazi bien implanté et fonctionnel : un Reich à l'apogée.

C'est-à-dire une Allemagne nazie imposant une germanisation extrêmement brutale à l'Alsace-Moselle, une nazification de la culture et de l'enseignement mais aussi des églises et des associations. S'ajoutent à cela, le RAD (service national du travail) et le service militaire. Puis l'incorporation de force qui est imposée par décret le 25 août 1942 par le Gauleiter Robert Wagner devenu le bourreau de l'Alsace.

Et ainsi basculèrent des milliers et des milliers de vies. Une jeunesse brisée ! Des familles divisées !

Avec un fils sous uniforme français et un autre sous uniforme nazi, parce que l'un avait pu passer en zone française tandis que l'autre était resté avec ses parents dans un département annexé de force par Hitler suite à la défaite de juin 1940.

Les "Malgré-nous" ne doivent pas être oubliés, ils doivent être reconnus, respectés, faire l'objet d'un jugement neutre et impartial.

Sinon, ce serait alors une atteinte à leur mémoire, à leur histoire si particulière. Ils doivent être connus, entendus au-delà de l'Alsace-Moselle.

C'est le message que je suis venu transmettre. Je le transmets à toutes et à tous : Se souvenir de ces hommes et de ces femmes est un devoir de mémoire.

ALORS ! SOUVENONS-NOUS D'EUX !

À la mémoire de ...

Robert M - Comme tous les "Malgré-nous", il se préoccupera du sort de sa famille, avant de penser à lui-même.

Il s'agira pour lui de tenter sa chance de s'évader ou de glisser entre les lignes du Front et de protéger sa famille de la « Sippenhaftung », c'est-à-dire de la responsabilité collective et familiale. Ceci est un outil répressif nazi qui sanctionnait immédiatement toute tentative de désertion découverte d'un "Malgré-nous" en faisant retomber sur les parents, les sœurs, les frères... la répression ou encore l'interne-ment concentrationnaire.

Après la tristement célèbre prestation de serment : « la Vereidigung » (Serment que les "Malgré-nous" font obligatoirement mais sans y apporter la moindre valeur morale), l'administration de la Wehrmacht

... pour les Malgré-nous

l'envoi sur le front Italien. Blessé, il est rapatrié dans un hôpital de campagne puis en France.

Là, en convalescence, il réfléchit à sa désertion et gagne la confiance d'une infirmière qui l'aide à truquer des courriers administratifs pour mettre à l'abri sa famille des représailles éventuelles de la Gestapo. Il change donc d'identité, ce qui le protège d'un peloton d'exécution mais pas d'une condamnation.

Il se retrouve donc dans une Strafkompagnie à creuser et à consolider les défenses anti-chars d'un Reich qui s'écroule dans le Nord Est de la France.

Robert retrouve les forces américaines en novembre 1944 mais pas encore du bon côté. Il est obligé de suivre les bourreaux qui se replient à marche forcée sur le Reich. Il se retrouve finalement affamé dans une usine de mécanique en Bavière. Ce n'est qu'en avril 1945, que les troupes américaines le libèrent lui et ses frères de misère.

Enfin il pourra rejoindre sa vallée de Munster.

Après-guerre, il connaîtra dans les années 50, d'autres démêlés pour tenter de faire reconnaître ses droits rejetés sur cette période trouble de la mémoire collective.

Où sont les droits de l'homme ? Où est la Justice ? Je m'insurge !

À la mémoire de ...

François L - À 22 ans, il quitte en janvier 1943 la gare de Strasbourg, comme des centaines d'autres camarades alsaciens, la rage au cœur, pour Reutlingen en Allemagne.

Il se retrouve en Sicile pour se battre contre les britanniques avec une intense sensation au fond de lui de devoir risquer sa vie pour une idéologie et un pays qui ne sont pas les siens.

Il décide d'arracher de sa tenue l'aigle à croix gammée, un petit drapeau tricolore et sa fameuse carte d'identité française au fond de sa poche pour rejoindre les anglais. Cet espoir est de courte durée : les Anglais, le placent dans un camp de prisonniers.

Transporté de camp en camp, Il traverse la Lybie, l'Égypte, la Palestine et le Liban. C'est à Beyrouth en décembre 1943, que François rencontre enfin des troupes françaises, signe son acte d'engagement dans les Forces Françaises Libres (FFL) pour la durée de la guerre et revêt l'uniforme français.

C'est la preuve d'un enrôlement forcé, mais aussi de la volonté de se battre contre le nazisme.

Germaine F - Aujourd'hui âgée de 86 ans, Mosellane, elle raconte avec une émotion toute contenue son incorporation au Kriegshilfsdienst. Elle est âgée de 16 ans lorsqu'elle se retrouve dans une usine de pièces détachées pour l'aviation allemande.

Le travail est effectué sous haute surveillance, les journées sont longues, elle souffre de la faim, elle est au contact de prisonniers de guerre, français, russes, polonais. Elle tombe malade, une infection rénale, dont elle garde encore aujourd'hui les séquelles.

Sa vie est aussi rythmée par les alertes aux bombardements l'obligeant fréquemment à se réfugier dans les abris. Sa famille lui manque, surtout son père qui est malade. Elle n'est pas sûre de le revoir. Bilingue, parlant à la fois français et allemand, elle sert aussi d'interprète. Elle sera libérée par la 2ème division blindée du général Leclerc. Elle dit avec une grande pudeur : *"J'ai laissé ma jeunesse là-bas"* et une grosse larme coule sur sa joue.

Où sont les droits fondamentaux ?

Après ces témoignages parmi tant d'autres, une question me vient à l'esprit : Quel choix pour les "Malgré-nous" ?

Combattre contre les Russes et risquer de mourir ou de finir prisonnier dans le camp de Tambov 188 ? Ou refuser de combattre pour les nazis, perdre sa famille et être exécuté ou déporté au camp du Struthof ?

Exemple parmi d'autres démontrant l'incapacité d'être libre et de n'agir selon aucune influence extérieure. Ce qui prouve de quelle manière les grappins sombres du nazisme se sont refermés sur ces patriotes fantômes : les "Malgré-nous".

...

Pour les 130 000 incorporés de force dont 20 000 sont morts au combat et autant sont portés disparus ou morts en captivité, il faut continuer à s'engager dans un projet constructif afin de poursuivre la réhabilitation de leur honneur et de leur dignité d'Homme que l'Histoire a emportés.

En clair, qu'est-ce que l'on peut faire concrètement, maintenant pour les témoignages de ces "Malgré-nous" et "Malgré-elles" qui sont âgés en moyenne de 86 ans, qui habitent Wissembourg, Turckheim, Mulhouse, ou Forbach ?

En tant que lycéen, une réponse me vient à l'esprit : il serait question d'instaurer une présence pédagogique plus poussée afin d'informer les jeunes générations dans les programmes scolaires.

Mon travail, si modeste soit-il, s'inscrit dans ce mouvement d'émergence et cherche aussi à atténuer la chape de silence, les tabous, les sentiments d'abandon et de solitude.

En fait, pour l'historien, la parole du témoin, si elle ne peut pas être assimilée au récit de l'Histoire, elle en constitue néanmoins une source précieuse pour lire ou écrire l'Histoire, avec un grand « H », c'est-à-dire de façon neutre et objective, avec le recul du passé.

En France, il faudra attendre les années 1970 pour que se réveille la mémoire sur cette période trouble, noire de notre Histoire : c'est à partir de ces années-là que tombera le tabou du « syndrome de Vichy », ainsi que le mythe du résistancialisme; oui, tous n'ont pas été des résistants ! C'est aussi durant cette période que l'on comprendra l'ampleur, l'horreur et la spécificité de la Shoah. Ce n'est que dans les années 2 000 que la France reconnaîtra ses crimes et finira d'accorder bien après Jean Moulin l'entrée au Panthéon des Justes. Toutefois, doit-on penser pour autant aujourd'hui que ce travail sur la mémoire est achevé ?

Le récit de la Seconde Guerre Mondiale serait-il complet si l'on oubliait la spécificité des "Malgré-nous", propre à l'Alsace-Moselle ?

Oublier leurs témoignages ne serait-il pas oublier toute l'horreur et la complexité de ce conflit, toute l'horreur de cette machine à broyer les hommes que fut le nazisme hitlérien ?

Et je terminerai par un extrait de la chanson de l'Alsacien André Weckmann dans la chanson de Fonse :

« ...et qu'on a toujours besoin de gars comme toi

n'importe où pour n'importe quoi

pour te faire botter les fesses et crever

quelque part dans le vaste monde... » ■



Illustration en filigrane : Baraque 22, par Camille Claus, un rescapé de Tambov.

La baraque 22 était la baraque où l'on entreposait les cadavres en hiver en attendant le dégel du printemps pour pouvoir les enterrer.

La vie du Mémorial en images



"Cœur de Femmes", ensemble vocal de grande qualité, s'est produit au Mémorial le 2 juin dernier pour le plus grand plaisir des quelque 150 amateurs de musique présents.



Profession Bourreau : Jean-Laurent Vonau est venu présenter son dernier ouvrage le 15 juin



Visite de Monsieur Franck Ardouin, IEN

En charge de l'enseignement primaire, Monsieur Ardouin a visité le Mémorial accompagné de ses deux collaboratrices.

Impressionné par le parcours de visite, il va communiquer, auprès de ses collègues, sur l'intérêt de conseiller le Mémorial aux enseignants de leurs circonscriptions. Il a confirmé que le Mémorial était un outil particulièrement adapté pour aborder, avec des élèves de CM2, la seconde guerre mondiale et rendre concrètes des notions qui ne le sont pas toujours (le vivre ensemble, la différence, la citoyenneté...)

CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION :

Retour en image sur les voyages que le Mémorial et le Struthof ont offert aux lauréats.

Les deux lauréats individuels ont eu le plaisir de découvrir Lyon, son centre historique, la prison de Montluc et le Mémorial Jean Moulin, tandis que les lauréats collectifs visitaient Besançon, sa citadelle et son musée de la Résistance et de la Déportation.



Les deux lauréats écoutant une guide à Montluc

Cette année, la **journée de préparation annuelle aura lieu le 17 décembre**. Les élèves seront accueillis dans le très beau Palais du Gouverneur à Strasbourg.

Au programme, des interventions sur la libération avec de grands témoins (2e DB, 1ere Armée, Brigade Alsace Lorraine) et un film sur les combats et la douloureuse répression dont ont fait l'objet les maquisards de Viombois.

Renseignements au 03 88 47 45 50
ou bhesse@memorial-alsace-moselle.com



Photo de groupe devant la citadelle de Besançon

LE POINT SUR LES CHIFFRES

Depuis le début de l'année, le Mémorial a accueilli 36 879 visiteurs. Cette fréquentation est en augmentation de 12 % par rapport à l'an passé.

Les visiteurs de juillet et août ont été bien plus nombreux que ceux de 2012 (+23%).

Nous nous réjouissons bien évidemment de cette progression jamais atteinte depuis 2006.

Hommage aux Malgré-elles

MALGRÉ-ELLES. Autour de l'exposition inaugurée en mai dernier, le Mémorial a invité les Malgré-elles à un grand rassemblement à Schirmeck.

Près de 180 personnes dont 70 Malgré-elles, étaient présentes pour assister d'abord à une lecture de lettres de Malgré-elles spécialement créée pour cette journée par Aline Gross Batiot (déjà auteur de « Je t'écrirai de là-bas » lettres de Malgré-nous).



Les Malgré-elles piquent des fleurs sur le Belvédère du Mémorial



Aline Gross Batiot : lecture de lettres



Ces dames ont ensuite été invitées à se rendre sur le belvédère du Mémorial et à piquer une fleur sur l'inscription « **MALGRÉ-ELLES – HOMMAGE ET RECONNAISSANCE** » de façon à créer un arrangement floral tricolore.

Moment convivial enfin pour qu' autour d'une collation, elles puissent nous raconter leur histoire et discuter entre elles de ces moments si particuliers de leur adolescence. Un grand moment d'émotion.



À VENIR

Le Mémorial a obtenu le label national de la Mission du Centenaire 14-18 pour son projet d'exposition

« *le Baiser de la France* ».

Cette exposition apportera un éclairage particulier sur la période 1914 et 1919 en raison de l'enjeu qu'a représenté ce qu'il était convenu d'appeler pour la France « le retour des provinces perdues ».

Elle présentera dans un premier temps l'expérience menée dans le sud du Haut-Rhin (Thann, St Amarin, Masevaux, Dannemarie) dès août 1914 avant de s'intéresser à l'ensemble de l'Alsace (réintégration, expulsions, école, politique linguistique, administrative, religieuse).

LE MÉMORIAL RECHERCHE DES DOCUMENTS ET OBJETS SUR LE RETOUR À LA FRANCE (jusqu'en juin 1919) et en particulier : des cahiers d'écoliers, des livres scolaires, des cartes d'identités modèle B, ou tout élément se rapportant à la vie culturelle en Alsace après novembre 1918 (affiches de cinéma, pièces de théâtre, spectacles) ou dans les Vallées de la Thur et de la Doller après août 1914.

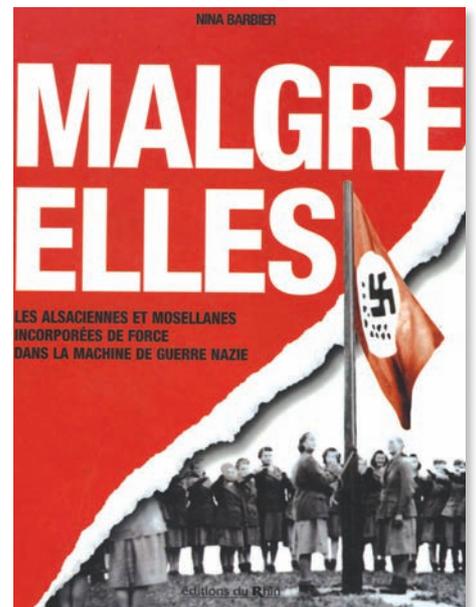
Les Malgré-elles

Des milliers de jeunes Alsaciennes et Mosellanes, victimes de l'annexion de fait de leur région au III^{ème} Reich, furent incorporées de force dans « l'effroyable machine de guerre nazie ». Eloignées de leur famille pendant des mois, elles ont été réquisitionnées pour le RAD (Reichsarbeitsdienst). Embrigadées dans des unités de production, elles ont travaillé, contre leur gré, dans des fermes, des usines de guerre, des entreprises de transport et, pour les mieux loties, comme bonnes chez les puissants du Reich.

Si le drame de l'incorporation de force des 130 000 Malgré-nous est désormais bien connu et bien souvent débattu en Alsace-Moselle, les épreuves imposées à nos jeunes filles des mêmes classes d'âge tombèrent vite dans l'oubli. Il a fallu attendre la fin du XX^{ème} siècle pour que des témoins commencent à s'exprimer, peut-être sous l'effet

de la curiosité des petits-enfants, et aussi grâce à la disponibilité des dernières survivantes à présent débarrassées des soucis de la vie active. L'aboutissement en fut, en 2000, la parution du livre de **Nina Barbier**, réalisatrice de télévision, qui a recueilli de nombreux témoignages où les Malgré-elles racontent leur incorporation, revenant sur leurs souffrances, avec le sentiment d'une jeunesse volée. (Nina Barbier, *Malgré-elles*, Editions du Rhin, 2000). Désormais, ces jeunes filles, sacrifiées à la réalisation d'une idéologie pervertie, ces Malgré-elles qui paraissaient lointaines et irréelles, ont un nom, un visage, une existence, un destin...

Grâce à ces témoignages réunis par Nina Barbier, nous avons pu suivre avec émotion l'itinéraire de l'une d'entre elles, Marie-Thérèse Hourt (aujourd'hui Petitjean).



MARIE-THÉRÈSE HOURT, INCORPORÉE DANS LE RAD ET LE KHD

Née en 1924 à Benestrof, Marie-Thérèse Hourt a de quoi être heureuse en ce mois de juin 1943 : elle a dix-neuf ans et vient de réussir son Abitur. Certes, depuis trois ans, les bottes prussiennes battent le pavé de Metz mais Marie-Thérèse a l'insouciance de son âge et voit l'avenir avec optimisme. Elle rentre chez elle, c'est-à-dire chez ses parents pour fêter la fin de ses études au Gymnasium. Mais quel étrange accueil ! Son père l'attend avec son air des mauvais jours, un papier officiel à la main.

EMPLOYÉE À L'ARBEITSAMT

Sinistre, il lit l'ordre de réquisition de sa fille et ajoute aussitôt : « *ma fille, tu sais que les Allemands mobilisent les classes de jeunes filles pour aller servir chez eux. Je voudrais t'éviter cette honte et je t'ai trouvé une place à l'Arbeitsamt, l'office du travail.* »

Ouf ! Travailler à horaires fixes, classer des documents, trier le courrier, saluer le portrait du Führer... c'est quand même mieux qu'une transplantation dans le Reich pour accomplir son RAD ! Certes, la « *Gretchen à tresses blondes* » qui contrôle son travail, une nazie militante, ne plaisante pas et lui fait remarquer dès le premier jour que « *la femme allemande ne se maquille pas, ne fume pas et porte des talons plats* ». Marie-Thérèse se présentera donc tous les matins chaussée de talons aiguilles et soigneusement fardée. Insouciance jeunesse !



CONSEIL DE RÉVISION ET DÉPART

Mais tout cela ne dure qu'un temps, car les employés du Reich sont vigilants et nulle jeune fille n'échappe au RAD à moins d'être handicapée, détentrice d'un contrat d'apprentissage, ou jeune mariée, ou enceinte. La ruse du papa ne fut donc qu'un petit sursis, et dès l'été 1943, Marie-Thérèse est convoquée à la Musterung. La voilà, en compagnie d'une quinzaine d'autres jeunes lorraines, « *en costume d'Ève devant un bureau de médecins militaires qui nous examinent de la tête aux pieds, puis nous déclarent aptes au travail* » Ce conseil de révision est

une véritable épreuve pour ces jeunes mosellanes qui n'ont encore jamais quitté leur famille. La peur se mêle toujours à l'humiliation et aux vexations de toutes sortes. Deux jours après cette épreuve, Marie-Thérèse doit se présenter au siège du RAD (le refus de paraître entraînerait des sanctions non seulement pour l'appelée mais aussi pour toute sa famille) et reçoit un billet de train. Destination : Lager 2-28 à Wolfstein dans le Palatinat. On imagine la tristesse de la séparation sur le quai de la gare. Sa maman est trop bouleversée pour

affronter cet adieu ; son papa l'accompagne, le cœur serré, et lui donne un ultime conseil « *parle le moins possible* ».

L'ARRIVÉE AU CAMP

L'accueil au camp fut glacial. Deux jeunes femmes en uniforme, à peine plus âgées qu'elle, la soumettent à un interrogatoire en règle. Suit un long questionnaire à renseigner ; à la question prénom notre jeune recrue écrit « Marie-Thérèse » et la ligne nationalité « lorraine ». Ce qui fut aussitôt rectifié en « Maria Theresa » et « deutschlothringer ». Marie-Thérèse se souvient de l'ultime conseil de son père et se tait. Puis



Camp de femmes du RAD

leur repas. Ayant compris ce manège, Marie-Thérèse mange très peu de peur d'affamer ses amis. En échange, Josef l'aide en cachette autant qu'il le peut, surtout pour le nettoyage des soues à cochons, ce qu'elle déteste faire.

LES SOIRÉES AU CAMP

À 17h30, c'est le retour au camp, mais la journée n'est pas terminée. Suivent une heure obligatoire de sport, une heure de chant et d'endoctrinement, puis la toilette collective dans la buanderie. Enfin, avant le repas, un moment de

temps libre pour le rangement des armoires, le raccommodage des chaussettes et éventuellement la correspondance.

Le repas est spartiate : une sorte de brouet clair dans lequel flottent des légumes douteux, y compris des orties cuites ; deux pommes de terre, un petit pot de fromage blanc et une vieille pomme ratatinée peuvent compléter l'ordinaire. Après le repas, rassemblement dans la salle commune : compte-rendu des activités de la journée, lecture à tour de rôle de quelques pages de Mein Kampf dûment commentées par Fraulein Balke, puis des chants populaires et, pour finir en beauté la journée, le Horst Wessel Lied, l'hymne du parti chanté debout le bras tendu... et enfin le retour dans la chambrée.

DRÔLES DE MÉDECINS

C'est Marie-Thérèse qui raconte :

« Un dimanche matin arrive un véhicule de la Croix-Rouge rempli de jeunes gens habillés en blanc : rassemblement immédiat devant les baraques, nous allons passer une visite médicale. Nous nous présentons par groupes de trois filles devant les quatre jeunes médecins SS qui ne se privent pas de nous détailler et de nous railler. Puis, ils nous injectent une piqûre très douloureuse, en haut de la colonne vertébrale : c'est du bromure pour supprimer nos règles, de sorte que

nous n'aurons plus d'ennuis menstruels au travail. À ce moment, une bouffée de haine m'envahit. J'ai envie de sauter à la gorge de l'un d'entre eux et de le démolir. Je réprime mes larmes, comme mes camarades, nous ne sommes que des numéros, des pantins de chair pour ces brutes sanguinaires. Stopper totalement notre cycle pendant la période d'incorporation leur épargne la gestion des problèmes intimes des filles dans le camp et sur le lieu de travail, et les préserve des grossesses accidentelles. Pour les jeunes filles, les conséquences se mesurent à une prise de poids alarmante : je suis passée de cinquante kilos à mon entrée au camp à soixante et onze kilos à la sortie. Le soi-disant bromure dérègle totalement notre équilibre hormonal et bien des filles ne pourront plus avoir d'enfants. »

Jour après jour, Marie-Thérèse découvre un monde nouveau, un monde où ses valeurs, acquises dans sa famille et dans sa Moselle natale d'avant 1940 n'ont plus cours, un monde inhumain d'esclaves et de maîtres...

Mais contrainte et forcée, elle suit les conseils de son père, elle se tait et subit.

DU RAD AU KHD : LES HOBUS WERKE

Le temps imparti à son RAD étant écoulé, Marie-Thérèse est affectée sans transition au KHD. Et à présent, elle effectue, souvent sous les bombardements, des missions aussi dangereuses qu'inattendues : ouvrière dans une usine de guerre, conductrice de tramway (après quinze jours de formation !), passage dans la Luftwaffe et finalement à nouveau ouvrière dans les Hobus Werke... à Metz. C'est donc le retour au pays ! Tous les mercredis soirs, elle peut rentrer chez ses parents... et se laisser gâter.

Suite du texte page 18



Jeunes filles du RAD au travail dans les champs

c'est la présentation à la Führerin du camp, Fraulein Balke, « une carrure de grand cheval osseux, les cheveux blonds foncés tirés en chignon, les yeux gris-acier perçants... sur son bureau, une lampe de chevet avec un abat-jour en peau qui attire mon attention. J'apprends plus tard que le commandant du camp d'extermination de Birkenau lui en avait fait cadeau à l'occasion de la remise de la croix gammée en or, la plus haute distinction du parti nazi. Toute fière, elle confie à qui veut l'entendre que le fameux abat-jour est confectionné en peau de déporté juif ». Marie-Thérèse est donc en de bonnes mains pour sa formation complétée par son affectation à la baraque n° 3 peuplée de nazies convaincues. Ses activités : la cuisine, le jardin, la buanderie, le ravitaillement. Finalement, elle fut envoyée dans une importante ferme du village où elle doit se rendre tous les matins aux aurores.

LE TRAVAIL À LA FERME

Manque de chance, Marie-Thérèse tombe encore dans un milieu hitlérien fanatique. La ferme est dirigée par une veuve ; son mari, à 58 ans, s'est engagé volontairement dans la marine et n'est pas revenu. L'accueil fut « chaleureux ». « D'après tes papiers, tu es une Allemande d'annexion. J'espère que tu le seras bientôt de cœur ». La veuve exploite son domaine avec l'aide de Josef, un prisonnier de guerre polonais, et Tania, une petite Ukrainienne de dix-huit ans qui parle à peine l'allemand. Défense est faite à Marie-Thérèse de leur adresser la parole sauf pour des questions de travail. En fait, il naîtra bien vite en cachette une complicité entre les trois « esclaves » de la ferme. La jeune mosellane est autorisée à manger à la table de la patronne tandis que Tania et Josef attendent dans la cour les restes de

RAD : Reichsarbeitsdienst : service du Travail du Reich, obligatoire en Alsace pour les hommes et les femmes âgés de 18 ans.

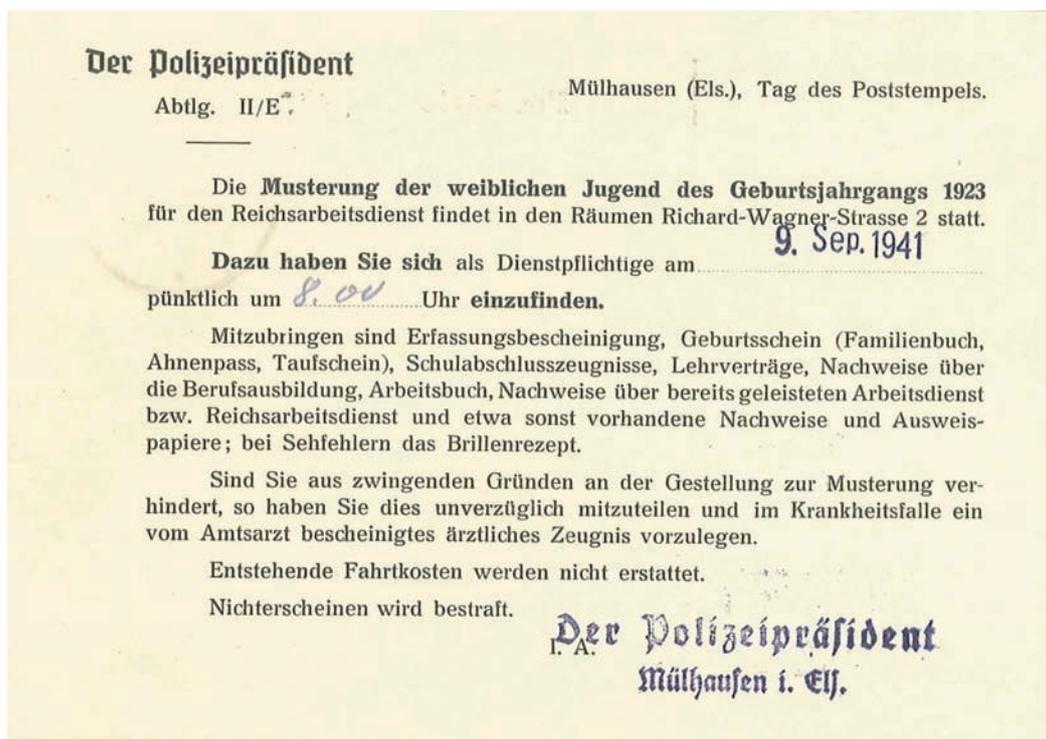
KHD : Kriegshifsdienst service auxiliaire de l'armée qui généralement prolongeait le RAD.

Les jeunes filles de la classe 1923 doivent se présenter le 9 septembre 1941 à huit heures précises aux bureaux du RAD pour le conseil de révision.

Elles doivent être munies d'un acte de naissance, d'un certificat de fin d'études, d'une attestation de formation professionnelle etc.

Toute absence sera sanctionnée à moins d'un certificat médical dûment renseigné.

Les frais de déplacement ne seront pas remboursés.



Suite du texte de Marie-Thérèse (page précédente)

Les usines Hobus Werke sont spécialisées dans la fabrication de pièces pour avions. Dans un hall immense, les jeunes filles du KHD doivent vérifier les fuselages qui défilent sur un tapis roulant. Elles sont sous les ordres d'un chef de groupe « *petit homme hargneux et plus nazi qu'Hitler lui-même* ». Elles reçoivent comme solde deux marks par semaine et puis, tout à coup, plus rien. Marie-Thérèse se permet de demander des explications au chef. « *Ta gueule et travaille* » fut sa réponse. Et notre jeune mosellane, oubliant dans sa colère le conseil de son père, lui rétorque : « *ce n'est pas compliqué, si nous ne sommes pas payées, nous ne travaillerons plus* ». Le petit chef faillit s'étouffer de colère : « *Sabotage, sabotage ! Ce soir tu dormiras dans ton lit, mais au Struthof !* ».

Marie-Thérèse a entendu parler du camp d'extermination de Natzweiler ; elle est anéantie et le soir va, en désespoir de cause, se confier à Fraulein Kauffmann, la Führerin du camp, qui lui avait paru plus humaine que Fraulein Balke, bien que portant elle aussi la croix gammée en or.

Celle-ci la prend par les épaules, la rassure et finit par régler le problème tout en lui recommandant d'être prudente à l'avenir car son départ pour le Struthof était effectivement déjà programmé. Marie-Thérèse n'en revient pas de tant de bonté de la part d'une nazie !

ACTE DE BARBARIE

Après avoir pu apprécier la bonté et l'humanité d'une Führerin nazie, Marie-Thérèse fut témoin d'une scène d'une barbarie inouïe commise par d'autres nazis. Elle en fait le récit.

« *Les Hobus Werke sont régulièrement bombardés et nous devons aller nous abriter au fort de la Maxe, assez éloigné. Lorsque l'alerte est donnée à l'usine, les avions sont déjà au-dessus de nous. Un jour, je vois la chose la plus horrible de ma vie. Une fois de plus, l'alerte est donnée et tout le monde se précipite pêle-mêle vers la sortie. Après avoir sauté dans un fossé plein d'orties dont nous ne sentons même plus les piqûres, nous courons plus loin vers le fort ; après quelques centaines de mètres, nous passons devant un chenil où se trouvent les chiens féroces utilisés par les SS qui gardent les prisonniers russes, les hommes et les femmes travaillant aux machines. Parmi eux se trouve une section de très jeunes filles – de seize à vingt ans – et quelques-unes sont à nos côtés lors de notre course vers le fort. Soudain, j'en vois une tomber à côté de moi, un éclat d'obus l'a heurtée à la tempe. Je me penche pour la relever et elle murmure « Kaputt ». La souffrance l'oblige à fermer les yeux, je la tiens dans mes bras. Deux SS arrivent près de nous et m'invectivent : « Los, los », et m'enjoignent de décamper. Je suis obligée de la laisser là, à moitié mourante. Mon sang se glace encore lorsque je repense à la suite de la scène : les SS sai-*

sissent la petite Russe, l'un par les pieds, l'autre par le bras et la jettent par-dessus la barrière du chenil. J'entends encore les furieux aboiements des chiens qui l'ont déchiquetée ».

LA DÉMOBILISATION

Les bombardements de plus en plus intenses finissent par détruire les usines Hobus Werke. Les ouvrières sont à présent réquisitionnées pour dégager les gravats et rechercher les appareils de précision dans les décombres. Les Alliés progressent et la tension augmente chez les SS du camp... et voilà que le 31 août 1944, en rentrant des ruines de l'usine, Marie-Thérèse se retrouve face à face avec Fraulein Kauffmann qui lui remet son ordre de démobilisation dûment tamponné et lui dit : « *Cette nuit, le camp se replie vers l'Allemagne. À minuit, les camions SS viendront chercher les filles pour les transférer dans un autre camp allemand... Voilà ce que je vous propose à vous et à votre copine messine : vers 22 heures, je ferai normalement l'appel et, bien entendu, vous répondrez « présente ».* Vous remonterez dans la chambre avec les autres, mais quand les camions arriveront, arrangez-vous pour descendre à la cave sans être vues. Restez-y jusqu'au lendemain. Rentrez chez vous. Bonne chance ! »

Et tout se passa exactement comme prévu. Pour la deuxième fois une nazie allemande sauve la vie à Marie-Thérèse. Elle se demande toujours pourquoi. ■

UN CAUCHEMAR HALLUCINANT

« De retour dans mon village, enfin libérée, j'ai la douleur d'apprendre la mort de mon père. Je m'en veux de ne pas avoir été là pour soutenir ma mère. L'année d'après, en avril 1943, je me marie. Mais en juillet 1944 mon mari, incorporé de force dans la Wehrmacht, un Malgré-nous, tombe en Russie. Mon frère est porté disparu peu après et ne revint jamais de Russie. Mon fils René n'a jamais connu son père. Pour moi, cette guerre est une véritable hécatombe, un cauchemar hallucinant. À vingt ans, ma jeunesse est derrière moi. Toute ma vie, j'ai dû vivre avec ces souvenirs et mes blessures dans l'âme ; écorchée vive, je dois me reconstruire malgré tout. Pas un seul jour ne passe sans que je ne pense à cette guerre et à tous les miens, oubliés de l'histoire. Je souhaite ardemment que les générations présentes et à venir n'aient jamais à revivre une telle atrocité. »

Odile Lidy, in *Malgré-elles* p. 107

UN STATUT COMPLÈTEMENT FLOU

« Suite aux nombreux bombardements, ma santé se dégrade et j'ai souvent d'intenses douleurs abdominales. À l'issue d'une visite médicale, je suis finalement libérée du service militaire et envoyée chez un Allemand près d'Erfurt, pour lui tenir son ménage. Peu après, les Américains nous libèrent. Mon mari déporté par la Gestapo n'est hélas jamais revenu. Après la guerre, je suis veuve avec quatre enfants à charge. A partir de ce moment, j'intègre le mouvement des « femmes chefs de famille » car je n'ai plus aucune ressource ; c'est là que je constate que les lois sont faites par les hommes et non pour les femmes, à ce moment du moins. Par la suite, notre statut est complètement flou : soit assimilées à des STO, soit à des « personnes contraintes au travail en pays ennemi ». Mais cela n'est pas juste : nous étions bel et bien embrigadées par l'armée, en uniforme, tout d'abord au RAD, puis ensuite au KHD. C'est pour cette reconnaissance des femmes comme « incorporées de force dans l'armée allemande » que je me bats encore aujourd'hui. »

Marguerite Clausen, in *Malgré-elles*, p. 109

AMITIÉ ET SOLIDARITÉ

« Arrive enfin le 29 mars 1943, date de ma démobilisation et de ma remise en liberté. Cette tranche de vie, entre dix-huit et dix-neuf ans est restée pour moi un temps de vie, d'expérience et de maturation. Le temps de l'apprentissage aussi, de l'amitié et de la solidarité. Grâce à la bonne camaraderie qui règne entre Alsaciennes, nous avons pu nous tirer de bien des situations périlleuses, alors que nous n'étions pas toujours prudentes. Malgré leurs efforts, les Allemands ne sont jamais arrivés à nous endoctriner. Après plus de cinquante ans, je rends grâce à Dieu d'être sortie saine et sauve de corps et d'âme de cette dangereuse aventure que je n'avais pas choisie. Ces souvenirs restent à jamais gravés dans ma mémoire. »

Sœur Lucie Bock, in *Malgré-elles*, p. 108

À consulter également les fiches pédagogiques I à IV

L'exposition des Malgré-elles au Mémorial d'Alsace-Lorraine



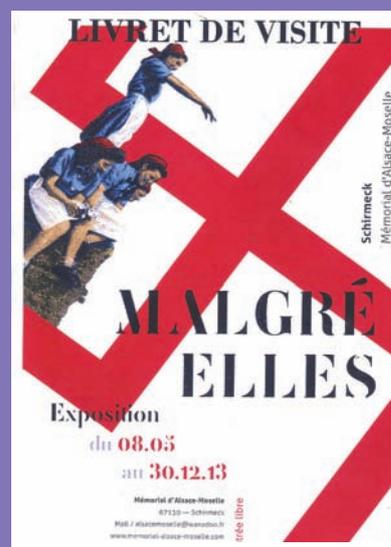
À l'intérieur, le hall est organisé autour de trois thématiques :

- les origines et les dirigeants allemands du service obligatoire féminin

- le RAD (Reichsarbeitsdienst)

- le KHD (Kriegshilfsdienst)

Sur la paroi vitrée, des photographies originales de la vie au camp. Au centre du dispositif, à la croisée des lignes rouges, posée sur un tapis blanc : une table multimédia. Cette table tactile donne accès aux références historiques du sujet de l'exposition. Huit chapitres titrés s'ouvrent sur des explications historiques et des fiches biographiques.



Les morceaux choisis d'Alain Ferry

Le général Bailliard : mission accomplie.



Je me souviens que c'est le regretté Jean-Louis English qui m'a présenté le Général Jean-Paul Bailliard un jour de mai 2000. Ils avaient dans l'idée avec quelques autres dont Marcel Spisser de créer une association qui soutiendrait le projet de création du Mémorial d'Alsace Moselle.

À cette occasion, il me fit le récit du parcours, ô combien étonnant, qui devait le mener de l'incorporation de force sous l'uniforme honni jusqu'aux plus hautes responsabilités dans l'armée de son pays. De cette destinée peu banale, il avait acquis une philosophie de la vie faite de pragmatisme et de bon sens. Il croyait en la valeur de chaque homme et son regard sur le monde était toujours empreint de bienveillance. Sa parole toujours pesée se teintait souvent d'humour. Il avait l'élégance de l'esprit français.

Mais surtout, il aimait son pays. Son dernier combat aura été de mettre toute son énergie pour que soit reconnu par son pays le sort de ces jeunes alsaciens et mosellans dont le régime nazi sacrifia la jeunesse, parfois au prix de leur vie, en leur faisant servir une cause qui n'était pas la leur.

Lorsque le 8 mai 2010 à Colmar Nicolas Sarkozy déclara à propos des Malgré-nous : « **Je veux dire à tous les Français que le destin tragique de ces hommes fait partie de notre histoire nationale, de notre mémoire collective et que leur douleur mérite la compréhension et le respect. La compréhension et le respect que l'on doit à ceux auxquels nous lie le sentiment profond d'appartenir à une même nation fraternelle qui a partagé tant d'épreuves** » ; il me dit alors « **mission accomplie maintenant je peux partir en paix** ». ■

Il est parti et au Mémorial c'était l'ami de tous.

Alain Ferry
Député honoraire
Président du Mémorial d'Alsace Moselle



Directeur de la publication : Marcel Spisser
 Coordination : Jean-Paul Gully, Claude Morant
 Rédaction : Eugène Brisbois, Arlette Hasselbach, Barbara Hesse, Louis Denevert, Alain Ferry, Marcel Spisser, Bernard Veit,
 Réalisation : CANDIDØ
 Impression : Ireg / Photos : D.R. / Dépôt légal : novembre 2013
 © Tous droits de reproduction réservés.
 AMAM
 Président Marcel SPISSER
 Secrétaire Jean-Paul GULLY
 Trésorier Claude MORANT
 Tél. 03 88 29 98 15 / j-p.gully@orange.fr

L'AMAM est soutenue par :



Appel à adhésion

L'Association des Amis du Mémorial d'Alsace Moselle (AMAM) a besoin du plus grand nombre, élus, anciens combattants ou témoins, artistes, universitaires, enseignants, acteurs économiques, simples citoyens, pour donner au Mémorial son assise populaire, pour le promouvoir et en faire un lieu de Mémoire régionale, d'histoire générale, de sens et de pédagogie.
 Adhères à l'AMAM en renvoyant le bulletin ci-dessous à :
 Jean-Paul Gully / 4 rue Virgile / 67200 Strasbourg / j-p.gully@orange.fr

NOM..... PRÉNOM.....
 ASSOCIATION ou COMMUNE
 ADRESSE.....
 CP..... VILLE.....
 TÉL..... EMAIL.....
 Adhère à l'AMAM et vous envoie la cotisation de €
 à le signature

Cotisations : 20€ pour les personnes physiques
 20€ pour les établissements scolaires
 30€ pour les associations de moins de 200 membres et les communes de moins de 600 habitants
 60€ pour les associations de plus de 200 membres et les communes de 601 à 1000 habitants
 100€ pour les communes de 1001 à 5000 habitants
 200€ pour les communes de 5001 à 10000 habitants
 300€ pour les communes de plus de 10000 habitants